

Les chances et les périls de l'entreprise de Juan Carlos

antend conserver les bénéfices du développement économique et il semble avoir compris que le temps est dépassé des inexpiables luttes fratricides. Franco a d'ailleurs largement usé de ce état d'esprit, relativement récent, pour sa maintenir su pouvoir et imposer son successeur. Tirant les conclusions da la nouvelle mentalité, la parti communiste a récemment affirmé que le passage de la dicta-

ture à la démocratie était possible de faire non violento par la mise en place d'un processus de médiation et de dialogue au soir de «réconciliation nationale». Un tel gouvernement rassemblerait tous les perdus, de droite ou de gauche, qui entendent que la violence n'est pas la solution d'un éternel conflit. Ils ont besoin d'un éternel pour assurer au pays paix et stabilité, en attendant la mise en place d'un nouveau système politique; l'exemple du Rwanda a prouvé qu'il n'en est pas toujours facile de passer à l'acte, mais peut durer aussi avec parallélisme entre les deux pays.

Selon le parti communiste et son secrétaire général, M. Santiago Carrillo, la plateforme de médiation nationale doit être le minimum de ce que souhaitent tous les Espagnols: amnistie générale, liberté de presse et d'expression, droit de pardonner et d'être pardonné, reconnaissance de la violence nécessaire du fait national basque, catélan et gellien, consultation populaire pour définir le terme de l'Etat, soutien à la justice internationale.

Reste à savoir si cette volonté populaire pourra se réaliser dans le calme, si elle aura assez d'ampleur pour déteindre ou rendre impossibles les résistances de la droite.

En d'autres termes, l'armée, seule capable de s'opposer à un tel gouvernement de réconciliation nationale, aura-t-elle suffisamment évolué pour accepter, au moment de la succession définitive, que cette succession soit sensiblement différente de celle prévue par Franco ?

Se souvenir de la santé du vieux Caetano. Si le prince Juan Carlos peut assurer pendant un long laps de temps l'intérêt que lui a confié Franco le 13 juillet dernier, il peut prendre - en soupçonné -, sans heur, la suite du général. Mais, en même temps, dans l'ombre de Franco, il ne pourra prendre de grandes décisions, ni surtout ces mesures de libéralisation que le pays réclame et qui lui assureraient popularité et consolideraient son trône. S'il se montrait trop libéral, Franco, sous la pression de son entourage, ne pourrait-il pas le destituer et le remplacer par un autre ? Restant volontairement effacé,

Situation difficile, sur le fil du rasoir, que toutes les oppositions veulent exploiter. A moins que, faisant taire provisoirement leurs griefs contre la continuïté possible du franquisme, ces oppositions, dans un souci de paix nationale, ne décident d'accorder un sursis — sa chance — à Juan Carlos, acceptant de le juger sur pièces.

espagnol. Il entretient des contacts avec l'O.U.A. et bénéficie du soutien de nombreuses organisations progressistes et révolutionnaires, notamment en Espagne, et entretient des relations avec la parti communiste espagnol. Il compte mener une action commune avec les Canariens luttant contre la colonisation espagnole et regroupés au sein du M.P.A.I.C. (Mouvement pour l'antodetermination et l'indépendance

L'ONU a adopté à plusieurs reprises, de décembre 1965 à septembre 1967 et en décembre 1970, des résolutions en faveur de l'autodétermination du peuple sarahoui et de l'organisation d'un référendum. Le MOREHOB dénonce pour plusieurs raisons le caractère artificiel d'une telle consultation, car d'une part, les 400 à 500 mille habitants du Sahara espagnol ne représentent que le sixième environ du peuple sarahoui, de nombreuses tribus s'étant en effet réfugiées sur les territoires limitrophes. Dans ces condi-

tion, le référendum projeté ne correspondrait pas à la consultation de la totalité du peuple saharoui. De plus, la propagande de l'Espagne, qui dénie la totalité des moyens d'information, est telle que la consultation ne saurait être objective. Le référendum constitue dans ces conditions un moyen pour l'Espagne de légaliser la situation en Sahara. Le référendum est également l'attitude du Maroc et de la Mauritanie, qui se sont prononcés pour ce référendum dont l'issue favorable à l'Espagne ne saurait faire de

Devant l'impossibilité d'accepter une telle procédure, la lutte armée demeure pour le MORENO le moyen principal de faire triompher sa cause. Il ne saurait accepter une consultation tant que les forces espagnoles ne se sont pas retirées. Dans une telle hypothèse, d'ailleurs tout à fait invraisemblable, le MORENO préconiserait, pendant la consultation, l'installation de « casques bleus » de l'ONU.

Il faut ajouter que si, dans l'imme-

diat, le MOREHOB exclut une union du Sahara espagnol au sein du Grand-Maghreb (Algérie, Tunisie, Maroc), et cela en raison du régime marocain actuel, il estime par contre qu'une coopération pourrait servir de base à une éventuelle union entre le Sahara indépendant et la Mauritanie. En respectant les intérêts mutuels des deux souverainetés.

ANÉE

à Athènes

s à Chypre

55:20 من ليل

RIVALITÉS EN MÉDITERRANÉE

LE MONDE DIPLOMATIQUE — AOUT 1974 — 5

unifié une formation politique structurée pouvant rivaliser dans son influence avec les deux partis de gauche : l'EDHEK et l'AKEL.

prisonnier et les artisans du putsch restant à Chypre. La puissance des syndicats, dominés par l'influence de l'AKEL, celle de l'Église, dont les membres se sont rangés sans équivoque du côté des défenseurs de Mgr Makarios pour défendre Paphos, contribuent à restreindre cette marge de manœuvre.

L'appel lancé par l'AKEL le 23 juillet demandant que tous les partis politiques rejoignent le retour de Mgr Makarios dans la logique d'une politique qui ne préparait pas le moment de l'effacement armé avec la junte grecque.

des bases britanniques s'accroissent, ainsi qu'avec une expérience d'ingénierie acquise dans le Chilli de l'Union soviétique et qui est mise en pratique au Portugal et en Argentine.

dent Truman accorda sa protection à la Turquie pour qu'elle réside aux Russes. Non seulement l'Union soviétique ne put installer de bases à proximité des Détroits, mais elle dut se résigner à la présence de militaires américains en Turquie. Le climat ne s'améliora véritablement qu'en 1964, lorsque le chef du gouvernement turc fit à Moscou une visite qui inaugura une nouvelle période de coopération. Depuis lors, les rapports entre les deux pays sont restés sains comme exemplaires du moins comme tout à fait corrects. En 1964 également, le Kremlin marqua sa bonne volonté en reconnaissant « les droits légitimes des communistes à Chypre ». Venant d'une puissance très soucieuse de ménager Mgr Makarios, alors en difficulté avec la minorité turque, cette « reconnaissance » fut particulièrement appréciée à Ankara.

Une nouvelle crise ?

CONSTATONS maintenant par la presse internationale comme un « futur népotisme », M. Chérif pourrait, conjointement avec M. Denko, une part de responsabilité dans la lenteur et l'échec des négociations intercommunautaires qu'il menait précédemment.

sous le contrôle du gouvernement. Représentant de la droite, il ne bénéficiait pas à ce titre d'une influence majeure au sein de la bourgeoisie chypriote grecque, qui lui reprochait ses liens avec le régime militaire d'Athènes.

La défense de l'unité et de l'indépendance de Chypre, qui s'appuie sur les forces progressistes chypriotes, ne peut pourtant de l'évaluation de la situation en Grèce, si le « retour » de la démocratie s'accompagne du retour par le peuple grec de renouer avec la politique d'Athènes. Il avait certes été conduit à l'avènement de la dictature. Mais le leader à employer à Chypre avec la présence militaire américaine (qui était un des enjeux de la crise, les rumeurs d'annexion

de la Turquie, qui était un des enjeux de la crise, les rumeurs d'annexion

de la Turquie, qui était un des enjeux de la crise, les rumeurs d'annexion

FRANÇOIS LECLERC.

Moscou entend profiter des contradictions entre alliés atlantiques

Par BERNARD FÉRON

NON seulement l'Union soviétique a réagi avec une rapidité inhabituelle aux événements de Chypre, mais elle les a aussi devancés. Le presse de Moscou, en effet, avait dénoncé à plus d'une reprise les menaces qui pesaient sur le gouvernement de Mgr Makarios et mis en cause à ce propos le régime militaire grec ainsi que l'OTAN. Sans perdre de temps, le Kremlin déclara, après le coup d'État, la fin des interventions extérieures dans les affaires de l'île. Cette démarche, vigoureuse dans la forme, requiert de rester sans effet : les Soviétiques n'avaient guère les moyens de peser sur l'évolution de cet état de même, grâce aux Turcs, obtenu gain de cause puisque les chefs militaires grecs ont tout perdu dans cette aventure. Ils ont surtout eu la satisfaction de voir la discordance s'installer chez l'adversaire : pour la première fois,

deux membres du pacte atlantique ont failli en venir aux mains. Après cette crise, l'U.R.S.S., comme les autres pays, va être amené à réviser ses analyses de la situation dans cette partie du monde.

Depuis le combat pour l'indépendance, Moscou a soutenu Mgr Makarios. Non parce que l'athénisme lui inspire toute confiance : l'archevêque a évidemment une conception du monde très éloignée de celle que professe M. Brejnev. Du moins les marxistes-léninistes se devaient-ils d'encourager un homme qui s'était engagé dans la bataille anti-impérialiste et qui entend prendre sa place parmi les non-alignés. Il était pour sa lutte, avant et après la

conquête du pouvoir, un symbole à respecter.

Pour les Russes, il offrait un « autre exemple » de la lutte pour la démocratie. Alors qu'il s'agit de se battre pour les portions du territoire de l'île à la Grèce, Mgr Makarios avait pris soin de l'indépendance. D'ailleurs, il ne voulait pas savoir la loi du général et colonel qui tenaient le haut du pavé à Athènes. Il avait certes consenti à laisser les Britanniques exercer leur suzeraineté sur deux bases, mais il se refusait à renoncer au statut de neutralité. Il gouvernait donc l'un des quelques États de la région qui poursuivaient une politique anticoloniale à l'égard des pays socialistes. D'ailleurs l'existence de bonnes relations avec l'U.R.S.S. était une des conditions de sa survie politique.

Le coup d'État a failli tout remettre en question. Les hommes qui constituent le cabinet de l'hémisphère « président » Sampson, produisant certes des assurances, ils affirmèrent qu'ils avaient été simplement pris de déroute par un personnage qu'ils adoulaient et qui, selon eux, faisait le meilleur du pays. Mais ils ajoutèrent qu'en aucun cas ils ne modifieraient le statut établi par les accords internationaux. Donc Chypre continuerait d'être un État indépendant, non aligné, sur lequel seraient garantis les droits de la minorité turque.

Quel espoir pouvait prendre ou s'exprimer ces bonnes paroles ? Avant de faire leur coup d'État, les putschistes ne cachèrent pas leur volonté de renouer Chypre à la Grèce. De plus, pour réussir l'opération, ils avaient fait appel aux services des quelques centaines d'officiers envoyés par l'armée grecque à la liquidation de l'État chypriote et donc à l'intégration dans l'OTAN d'un territoire jusqu'alors neutre. Le pire pour les Russes est arrivé, mais l'indépendance demeure : personne ne peut nier que les Soviétiques ont joué un rôle décisif et que, jusqu'à preuve du contraire, leur influence reste déterminante.

Avec la Grèce, le Kremlin n'a jamais entretenu de rapports cordiaux. Lors de la guerre civile, il y a eu un quart de siècle, à la fois d'armes soviétiques. Une importante partie de l'opinion grecque, tout au moins une partie, est restée profondément antiochiote alors même que Moscou n'avait pas le grand chose à reprocher à la cause des communistes hellènes. Après 1967, l'U.R.S.S. ne pouvait que dénoncer la violence des colonels sans refuser pour autant d'entretenir des relations d'affaires avec les Grecs.

Il y a sept ans, les Soviétiques — tout comme le maréchal Tito — s'inquiétaient des événements qui se déroulaient en Méditerranée orientale : le coup d'État à Athènes puis ceux de Grèce, de Turquie, de Chypre, ont mis en évidence la conclusion que, pour s'installer solidement dans la région, les Américains mettaient en avant des régimes forts ou prétendus tels et s'opposaient à bayer tout ceux qui leur tenaient tête. Par la suite, les Soviétiques s'opposèrent à une telle analyse et prétendirent qu'il s'agissait d'une affaire interne à la région, mais la médiane persistait. Le coup d'État à Chypre, un mois après la tournée triomphale du président Nixon au Proche-Orient, avait de quoi intriguer M. Brejnev.

A première vue, les dirigeants du Kremlin sont tentés de se féliciter du dénouement à Athènes comme si s'étaient réalisés deux mois plus tôt le projet de rétablissement de la démocratie à Lisbonne. Il y a toutefois une différence. Au Portugal, les communistes sont restés à la direction des affaires. Si la gauche a quelque peine à coopérer avec le général Spavola, elle bénéficie des sympathies d'une partie de l'armée. En Grèce, le pouvoir revient à un homme d'État libéral, certes, mais qui au début de sa carrière avait marqué son hostilité à l'extrême gauche. Des officiers ont exigé le départ des généraux et la restauration d'un régime civil, mais ils ont été semés de haut en bas le coup d'une humiliation nationale que par le volent d'instaurer un nouvel ordre social. Le parti, selon les communistes d'indécoupables qui avaient jeté le pays dans l'aventure.

Reste la Turquie, dont l'intervention a bouleversé les données de la situation.

tion. Depuis un demi-siècle, les rapports entre Moscou et Ankara ont connu des hauts et des bas. Il y eut d'abord la période d'amitié qui unissait deux révolutionnaires, Lénine et Atatürk. Le fondateur de l'État soviétique avait soigneusement promis de respecter les frontières ; il avait même restitué les provinces de Kars et Ardahan. Il renoua avec le rêve des sons de conquérir Constantinople pour contrôler les Détroits. L'U.R.S.S. demanda à la Turquie la liberté de passage dans les Détroits pour les navires de tous les États riverains de la mer Noire. La querelle rebondit en 1945 lorsque l'U.R.S.S. reprocha à la Turquie de n'avoir pas, pendant la guerre, tenu ses engagements puisque les bâtiments des puissances de l'Axe avaient pu emprunter les Détroits. Moscou présentait ses exigences : en temps de guerre, le passage dans les Détroits sera autorisé pour les navires des puissances riveraines et interditi aux autres. De plus, toutes les puissances riveraines devaient assurer au commun la défense des Détroits. Concrètement, l'U.R.S.S. voulait interdire les bases dans cette région.

Cette tension marqua le début de la guerre froide et donna naissance à l'alliance occidentale. En effet, le pré-

l'entente, enfin, a donné un argument aux dirigeants soviétiques qui invoquent le danger extérieur pour renforcer la cohésion de la communauté socialiste. Les Roumains et les Yougoslaves se sont inquiétés plus que d'autres des conséquences de cette crise. Le maréchal Tito et M. Ceausescu, qui venaient précédemment de condamner l'impérialisme et l'« hégémonisme », c'est-à-dire l'oppression de domination de l'U.R.S.S., se virent donc accusés de déviation. En outre, les pays socialistes peuvent tenter d'accroître leur indépendance alors que, dans les périodes de tension, les pressions des grands amis risquent de se faire de plus en plus vives.

APPEL AUX MÉDITERRANÉENS

Par XAVIER SALLANTIN

En moins d'un an, la situation en Méditerranée s'est radicalement modifiée. Avec la crise du pétrole, le vif de la guerre arabe, avec la crise chypriote, s'est révélée la réalité de l'impérialisme américain. L'heure semble venue d'une méditation plus profonde encore : le réveil de la conscience méditerranéenne.

Qu'est-ce que la Méditerranée pour les États-Unis et les pays de la région ? C'est un espace de recherche où s'opposent deux visions du monde : celle de l'impérialisme américain et celle de la civilisation méditerranéenne. Chaque fois que les deux visions se rencontrent, elles se heurtent. Elles se heurtent en Grèce et en Turquie dans un système dit de l'« alliance nord ». Qu'est-ce que la Méditerranée pour les États-Unis ? C'est un espace de recherche où s'opposent deux visions du monde : celle de l'impérialisme américain et celle de la civilisation méditerranéenne.

La civilisation méditerranéenne est celle de la Grèce et de la Turquie dans un système dit de l'« alliance nord ». Qu'est-ce que la Méditerranée pour les États-Unis ? C'est un espace de recherche où s'opposent deux visions du monde : celle de l'impérialisme américain et celle de la civilisation méditerranéenne.

Qu'est-ce que la Méditerranée pour les États-Unis ? C'est un espace de recherche où s'opposent deux visions du monde : celle de l'impérialisme américain et celle de la civilisation méditerranéenne.

Qu'est-ce que la Méditerranée pour les États-Unis ? C'est un espace de recherche où s'opposent deux visions du monde : celle de l'impérialisme américain et celle de la civilisation méditerranéenne.

Qu'est-ce que la Méditerranée pour les États-Unis ? C'est un espace de recherche où s'opposent deux visions du monde : celle de l'impérialisme américain et celle de la civilisation méditerranéenne.

automobiles PEUGEOT



SOLEXA

Distributeur officiel pour la vente : aux Membres du Corps Diplomatique et des Organisations Internationales ainsi qu'aux clients se rendant en France. Exclusivement immatriculations spéciales CD et TT. Tél. 26.21.50 - Téléc. Peuxa 28.426. 26, RUE CAMBACÉRÈS B. P. 97-08 75362 PARIS CEDEX 08

Le Monde

REALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

réserve à ses lecteurs résidents à l'étranger

Au sommaire de chaque numéro :

- ★ Les principaux faits de l'actualité française et étrangère.
- ★ Un choix des articles de synthèse et de commentaires.
- ★ Les grandes enquêtes politiques, économiques, sociales.
- ★ Une chronologie des événements.

Renseignements et tarifs : 5, rue des Italiens, 75137 PARIS CEDEX 05 Téléphone : 770-91-29

(Suite de la première page.)

هكذا من الأصل

L'évolution du mouvement ouvrier en Europe

(Suite de la première page.)

militaires
de la mer

Il est donc évident que le P.C.I. et le P.C.P. considèrent que le socialisme n'est plus à l'ordre du jour immédiat. Pour eux, seuls des batailles « pacifiques », conduites dans le cadre de la légalité bourgeoise, sont désormais susceptibles d'aboutir à une amélioration du sort des masses.

L'examen des changements intervenus dans la société capitaliste depuis la révolution industrielle et technique qui a suivi la seconde guerre mondiale montre en effet que l'ajournement du socialisme comme objectif, la lutte pour des « réformes démocratiques », la volonté de participer au pouvoir de l'État bourgeois, ne constituent pas contrairement à certaines analyses gauchistes ou marxistes, un choix dépourvu de perspectives historiques à court terme.

Ce choix correspond d'abord en principe à des intérêts réels des classes dirigeantes. A l'heure où le capitalisme a épuisé les bénéfices à l'égard des activités humaines, il est difficile de faire tourner la machine économique et politique sans un changement de sensibilité. L'appui d'une majorité de fait et l'accord d'une fraction importante du prolétariat. Tout blocage sectoriel risque de provoquer une réaction violente et de déboucher sur une crise révolutionnaire menaçante pour l'ordre social.

En 1968, le plan de stabilisation de 1967 avait précipité la crise du régime. Dans le cadre d'une stratégie réformiste, en brandissant la menace de bloquer la machine, les patrons peuvent donc imposer des compromis de type nouveau à des classes dirigeantes épuisées par la perspective d'affrontements sociaux susceptibles

de détruire l'équilibre de biens-être de la machine économique. On peut donc se demander si, au lieu de leur intérêt, de trouver la paix sociale contre des concessions économiques et politiques, les classes dirigeantes ne préfèrent, moyennant la promesse de respecter l'ordre établi, cette politique d'ajournement à une révolution profonde. Il n'est pas vrai que la marge de concessions politiques et institutionnelles des classes dirigeantes soit réduite à zéro. Pour cette part, les institutions juridiques, les principes mécaniques de la société civile en Occident, ou ceux des parlements adaptés aux besoins du capitalisme à l'heure de la révolution scientifique et technique, ils peuvent être assouplis pour soulager à court terme l'insécurité des masses. Les « changements » comme le vote des jeunes à dix-huit ans d'insécurité dans le contexte de cette « modernisation ». Dans le même cadre, le succès des partisans du divorce en Italie peut être considéré pour le P.C.I. comme un succès à court terme.

En fait, le changement, un changement de sensibilité, vers une association des partis communistes au pouvoir, est d'autre part assuré par les conséquences de la crise économique et du chômage. On peut analyser la nature réelle de la situation des classes dirigeantes, par les partis communistes et par les classes dirigeantes. Il n'y a pas de « crise de l'énergie », mais une crise de la machine économique. La « crise de l'énergie », mais une crise de la machine économique. La « crise de l'énergie », mais une crise de la machine économique.

Le temps est loin où de Gaulle menait le dollar. Les États-Unis venaient de faire un pas important sur le chemin de l'indépendance mondiale. Le prix à payer, l'« accélération de l'inflation » dans les pays industrialisés (les « arabes-dollars »), n'avait pas été payé. Les conditions économiques d'une « déflation » généralisée sont ainsi mises en place. Les principaux bénéficiaires de l'opération, les États-Unis et leur allié allemand, se trouvent contre l'effort des capitaux étrangers pour un renouveau de l'opération et une politique d'argent cher et la « saute d'écoulement » à 11 % aux États-Unis en 1974.

Leurs victimes en tout autre cas, c'est à ce prix seulement, comme l'a brutalement annoncé M. Schmidt à M. Giscard d'Estaing, qu'ils peuvent espérer obtenir les prêts qui leur sont indispensables pour ne pas étouffer. Ils sont donc allés aux ordres. C'est ainsi que le loyer de l'argent atteint 12 % en Angleterre et 15 % en France. Ce qui n'empêche pas les prix de grimper puisque le rythme actuel de la hausse des prix est de 12 % en France, 15 % aux États-Unis, 20 % en Grande-Bretagne et plus de 25 % en Italie et au Japon.

Les nouvelles contradictions nées de la déflation, les forces du mouvement ouvrier socialiste se ferment progressivement devant.

Les nouvelles contradictions nées de la déflation, les forces du mouvement ouvrier socialiste se ferment progressivement devant.

Les nouvelles contradictions nées de la déflation, les forces du mouvement ouvrier socialiste se ferment progressivement devant.

« démocratiques » et « nationaux » de l'appareil d'État du capitalisme, trouve un schéma, en l'absence des événements du Portugal, dans les masses et dans certaines couches de la bourgeoisie espagnole. Ces couches souhaitent dans un premier temps l'évolution du régime pour faciliter l'intégration de l'Espagne dans le Marché commun. Leur volonté de changer les choses risque d'être empêchée par la non-masse des parts sur le plan économique et par la perspective, ouverte par le Portugal de changement, que la stratégie du compromis historique à l'égard de la bourgeoisie et des républicains dans les forces sociales et présentes. Il est toutefois douteux qu'un assailli dans ce pays à une réputation des événements de Lisbonne. La fraction « modérée » de la bourgeoisie est minoritaire dans l'appareil d'État du capitalisme. Le temps n'est l'Espagne dans la disposition des « États-Unis » à l'égard du Portugal, mais la disposition des « États-Unis » à l'égard du Portugal, mais la disposition des « États-Unis » à l'égard du Portugal.

L'offensive américaine

MM. NIXON et Kissinger ont eu la tactique de leur qu'ils ne leur était pas possible de combattre à la fois l'U.R.S.S., la Chine et les communistes japonais. Ils ont donc opté pour une stratégie de « double jeu » qui pénètre en force dans la marche mondiale. Ces derniers ont d'ailleurs plus d'arguments, ils ont fait un pas de plus dans la marche mondiale. Ils ont donc opté pour une stratégie de « double jeu » qui pénètre en force dans la marche mondiale. Ils ont donc opté pour une stratégie de « double jeu » qui pénètre en force dans la marche mondiale.

L'ouverture de la crise

On ne peut pas ignorer que les premières signes d'un mécanisme de crise générale ont commencé à apparaître il y a quelques années. La spirale des échanges et le blocage progressif des échanges ont conduit à une situation de crise. On ne peut pas ignorer que les premières signes d'un mécanisme de crise générale ont commencé à apparaître il y a quelques années. La spirale des échanges et le blocage progressif des échanges ont conduit à une situation de crise.

Variantes du « compromis historique »

On ne peut pas ignorer que les premières signes d'un mécanisme de crise générale ont commencé à apparaître il y a quelques années. La spirale des échanges et le blocage progressif des échanges ont conduit à une situation de crise. On ne peut pas ignorer que les premières signes d'un mécanisme de crise générale ont commencé à apparaître il y a quelques années. La spirale des échanges et le blocage progressif des échanges ont conduit à une situation de crise.

Pour la démocratie des producteurs

Il est évident que la nouvelle cause révolutionnaire n'est pas une cause révolutionnaire. Il est évident que la nouvelle cause révolutionnaire n'est pas une cause révolutionnaire. Il est évident que la nouvelle cause révolutionnaire n'est pas une cause révolutionnaire.

Conséquences politiques et économiques

Les premiers résultats de l'offensive américaine ne se sont pas fait attendre. Depuis 1974, les États-Unis ont eu de nombreux succès sur le plan politique. Les premiers résultats de l'offensive américaine ne se sont pas fait attendre. Depuis 1974, les États-Unis ont eu de nombreux succès sur le plan politique.

Conclusions

Les premiers résultats de l'offensive américaine ne se sont pas fait attendre. Depuis 1974, les États-Unis ont eu de nombreux succès sur le plan politique. Les premiers résultats de l'offensive américaine ne se sont pas fait attendre. Depuis 1974, les États-Unis ont eu de nombreux succès sur le plan politique.

La situation internationale

La situation internationale est marquée par le regain de l'impérialisme américain. Les États-Unis ont eu de nombreux succès sur le plan politique. La situation internationale est marquée par le regain de l'impérialisme américain. Les États-Unis ont eu de nombreux succès sur le plan politique.

La situation nationale

La situation nationale est marquée par le regain de l'impérialisme américain. Les États-Unis ont eu de nombreux succès sur le plan politique. La situation nationale est marquée par le regain de l'impérialisme américain. Les États-Unis ont eu de nombreux succès sur le plan politique.

La situation économique

La situation économique est marquée par le regain de l'impérialisme américain. Les États-Unis ont eu de nombreux succès sur le plan politique. La situation économique est marquée par le regain de l'impérialisme américain. Les États-Unis ont eu de nombreux succès sur le plan politique.

La situation sociale

La situation sociale est marquée par le regain de l'impérialisme américain. Les États-Unis ont eu de nombreux succès sur le plan politique. La situation sociale est marquée par le regain de l'impérialisme américain. Les États-Unis ont eu de nombreux succès sur le plan politique.

هكذا من اجل

1974, ANNÉE MONDIALE DE LA POPULATION

Une conférence mondiale de la population se tiendra à Bucarest du 19 au 23 août prochain, à l'initiative de l'Organisation des Nations unies, qui a fait de 1974 l'« Année mondiale de la population ». La quasi-totalité des pays seront représentés à cette conférence gouvernementale, qui devrait adopter un plan d'action mondial, mais dont le but premier vise à précéder une phase de consultation planétaire de l'activité des populations.

Selon toute probabilité, la population mondiale, qui est actuellement évaluée à sept milliards huit cents millions d'habitants, atteindra, quelque six milliards, et demi l'individue en l'an 2000 (dont plus des trois quarts dans les seuls pays dits du tiers-monde) ; dans la meilleure hypothèse, elle ne se stabilisera

serait qu'en-dessous de onze milliards d'êtres humains, au milieu du siècle prochain.

Cette réalité de demain suscite de légitimes cris d'alarme. L'économiste Paul Rostok et l'agronome René Dumont précisent tel des scénarios que l'on pourrait qualifier de « minimalistes » malgré les vastes horizons qu'ils impliquent.

Mathieu, présentant comme loi naturelle la conséquence d'un mode de développement particulier, a fait valoir que la population croît de façon exponentielle, tandis que la croissance des ressources est arithmétique. Si tel est bien le cas, chercher à augmenter celle-ci et à diminuer celle-là, n'est-ce pas tenter de résoudre la quadrature du cercle ? Le problème, en fait, est moins quantitatif que qualitatif. Onze milliards d'humains dans trois générations : cette perspective n'est désastreuse que

compte tenu — et c'est une tendance indiscutable — de l'aggravation croissante du pillage des ressources et surtout des inégalités. Pillage et inégalités qui sont les fondements et les résultats du système d'exploitation impérialiste à l'échelle mondiale. Or la question fondamentale est bien de savoir si l'homme doit être au service du système ou le système au service de l'homme. Aussi longtemps que la première des deux formules prévaut sur la majeure partie de la planète, les mesures conservatrices qui pourraient être prises auront-elles autre chose que des palliatifs visant à prolonger les conditions d'existence de l'exploitation ? Les avertissements des pacifistes ont rarement grippé l'engrenage d'une guerre ; les alertes à la survie de la planète et de l'espèce seront-elles mieux entendues dans un monde où le système continue de s'imposer à l'homme ?

Inflation démographique et tiers-monde

L'importance et les causes de l'inflation démographique sont connues, on n'a pas suffisamment insisté sur le caractère unique de cette dernière. Jamais auparavant dans l'histoire de l'humanité on n'avait assisté à une aussi rapide progression de la population. Cette accélération ne provient pas d'une augmentation des ressources alimentaires, mais d'une réduction de la mortalité due à l'application massive de techniques médicales modernes.

Une telle inflation démographique pose des problèmes extrêmement graves pour le développement du tiers-monde. D'abord au niveau des investissements. Sans accorder un caractère absolu et trop rigoureux aux notions d'intensité de capital, il est évident que, pour permettre aux ressources globales de s'accroître à un rythme supérieur à celui de la population, il est absolument nécessaire de procéder à des investissements importants. La mobilisation d'une telle masse de ressources est évidemment des plus difficiles. Dans les pays développés, ce n'est qu'à partir des années 1950-1960, à un moment où leur produit par habitant était de sept à dix fois supérieur à celui de la moyenne du tiers-monde d'aujourd'hui, qu'ont été atteints les taux de formation de capital qui seraient nécessaires au tiers-monde. En outre, cette mobilisation ne va pas sans de lourdes dépenses de gaspillage des ressources financières et surtout humaines, comme en témoignent le phénomène du chômage et du sous-emploi tant ruraux qu'urbains.

Mais il y a surtout la contrainte qu'impose de façon croissante cette inflation démographique par rapport aux terres cultivables. De 1900 à 1970, la superficie agricole par personne occupée dans l'agriculture dans le tiers-monde a diminué dans la proportion de 2 à 1. En l'absence de modifications significatives des tendances démographiques et économiques dans les décennies à venir, cette diminution risque d'entraîner la proportion de 2 à 1. Or l'expérience montre que l'inflation négative du rapport « homme-terres cultivables » se traduit par une stagnation de la production agricole par habitant et par un recul de la productivité du travail agricole.

Outre des deux contraintes majeures, il est encore d'autres, liées au problème de l'éducation d'une fraction massive de jeunes, dont le nombre augmente plus rapidement que la population totale ; à celui de la santé des femmes du fait de grossesses répétées ; enfin, dans le domaine de l'enseignement du territoire, à celui de l'écoulement rural excessif et à son corollaire, l'hypertrophie urbaine.

Le freinage de l'inflation démographique grâce à des politiques antinatalistes est évidemment l'élément-clé d'une solution optimale. Mais l'application et les modalités de telles politiques impliquent toute une série de préalables, notamment sur le plan de l'abord global du problème, sans parler des différences très accusées au niveau des régions et même des pays individuels. En outre, il convient de relever et de combattre un certain nombre de fausses interprétations de ce grave problème.

Les notions très différentes de rythme de croissance et de densité démographique sont souvent et abusivement confondues. Le danger essentiel de l'inflation démographique réside dans le rythme trop rapide de l'augmentation de la population et non du niveau absolu de population qu'elle entraîne. Certes, pour quelques pays sous-développés, il est possible voire probable que leur densité actuelle de population ne soit pas suffisante pour faciliter une intensification du développement économique. Mais, en cherchant à passer trop rapidement à une densité supérieure, on risque d'entraîner les conséquences mêmes du développement.

D'autre part, les adversaires d'une politique antinataliste réclament fréquemment que celle-ci a peu de chances d'aboutir sans une authentique modification préalable des attitudes sociales, laquelle ne saurait résulter que d'une amélioration notable du niveau de vie. Cette argumentation repose sur le niveau du vie. Cette argumentation repose sur le constat que les pays développés ont réduit considérablement leur mortalité, de façon spontanée, dès que les conditions économiques se sont améliorées. Toutefois, il convient de rappeler que la réduction de la mortalité dans ces pays n'est pas due avec des temps de réaction très longs. Ainsi, pour que le taux brut de natalité descende au-dessous de 30 pour mille, il a fallu attendre le général sautoir à quel-vingt-dix ans après le début de la révolution industrielle, c'est-à-dire que le revenu par habitant atteigne 1 000 à 1 200 dollars

actuels — soit un niveau plus de six fois supérieur à celui des pays sous-développés d'Asie notamment. L'inflation démographique impliquant des contraintes très importantes dans le processus de la croissance économique, il est fortement probable qu'un tel niveau de développement sera extrêmement difficile, sinon impossible, à atteindre à moyen terme dans le tiers-monde.

Si le freinage démographique est une nécessité impérieuse pour les sociétés non encore développées, on ne saurait dissocier le problème démographique du tiers-monde du celui de l'ensemble de la planète, ni du problème du développement en général. En effet, il est écoulé de dissocier la question du freinage démographique du tiers-monde de celle de l'évolution et de la répartition de la population mondiale.

De la même façon, il est inconcevable de poursuivre à très long terme la croissance démographique des pays développés. L'heure actuelle, compte tenu des besoins tant agricoles que, surtout, de loisirs et d'espace vert, il est probable que l'Europe occidentale, avec ses cent cinquante habitants au kilomètre carré, est déjà trop densément peuplée. Or, au taux actuel de croissance démographique, elle compléterait, avant l'an 2000, plus de deux mille habitants au kilomètre carré, tel aussi donc, il faudrait arriver un jour la croissance démographique ; pourquoi ne pas la limiter déjà, si la production de cette densité est passée en 1960 de 12 à 20 millions de tonnes, l'est en partie aux dépens des forêts, des sols, des écosystèmes, des écosystèmes, plus riches en problèmes que le bétail.

Le soutien nécessaire du pétrole rend la situation plus difficile encore. Cet hiver, de l'Inde au Bangladesh, bien des motopompes arrêteront les cultures des jardins au bout d'un arrêt, furtif de fuel oil en contrainte.

Les engrais azotés, les plus efficaces, sont souvent à base de pétrole. Bientôt aussi leurs prix monteront. Les usines indiennes d'engrais ne pourront alors plus à la moitié de leur capacité, tandis que les possibilités d'importation diminueront. Quand les trains rouleront moins en Inde, que les chauffeurs et les mécaniciens y retourneront leur charbon la nuit, le cultivateur notable est moins capable de produire s'il n'est pas sûr d'être rémunéré à la fin de la saison. Exploité par le propriétaire foncier, par l'usurier, par le commerçant, par le fonctionnaire enfin, comment pourrait-il envisager d'accroître son effort pour augmenter sa production ? Quant à l'ouvrier sans terre, il ne peut que subir. En outre, l'arrêt prolongé depuis quinze ans des trois grands réseaux d'irrigation de l'Inde n'est-il pas dû au lobby des spéculateurs, qui ont un frénétique intérêt à l'aggravation des disettes ? Certains en sont convaincus en 1969.

L'ÉCOLE mondiale devant la montée des périls. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) estime que le tiers-monde risque d'être obligé d'importer 80 millions de tonnes de céréales vers 1980. C'est à peu près le maximum de ce que les pays développés pourront lui céder, si ces derniers n'acceptent pas de réduire leur consommation de viande. Le drame de la famine risque, sans une meilleure répartition des ressources que celle de l'économie dite libérale, de prendre d'effrayantes proportions, car les besoins ne cessent de croître après 1968.

Les spécialistes insistent sur l'inertie démographique, affirmant l'impossibilité absolue de réduire vite le taux des naissances. Le message de l'urgence va bientôt nous obliger, notons-nous, à remettre en cause une telle conception. Si une mobilisation générale pour la survie était

La dilapidation mortelle des ressources

DÈS 1930, au Tonkin, désormais Vietnam du Nord, nous soulignons que la croissance de la population qui s'accroît, grâce à l'hygiène, dans les deltas d'Asie méridionale, déjà surpeuplés, représentait une lourde menace. Traités de néo-malthusien de droite et de gauche, nous ne fîmes pas accord. Ceylan demandait aux Nations unies, dès 1950, une aide pour généraliser le contrôle des naissances. Le principe de celle-ci ne fut accepté, après de laborieux débats, qu'en 1966.

Nous écrivions alors que nous allions à la famille. Nous y voyions maintenant, et si 1973 a vu plus de trois cent mille morts de faim, en trois parts à peu près égales (Sahel, Éthiopie, Asie du Sud), 1974 risque fort d'en dénombrer davantage.

Le phénomène pourrait encore s'accroître. De 1969 à 1980, la production alimentaire par tête de l'ensemble des pays dits du tiers-monde a été à peu près stagnante, l'avance de quelques-uns étant compensée par le recul des autres. De 1969 à ce jour, le recul est général : la production vivrière par capitaux ne cesse de diminuer. Pas seulement au Sahel, en Éthiopie, dans les montagnes andines et le Nord-Est brésilien, mais dans toute l'Asie tropicale et l'Asie méridionale, où la « révolution verte », les blés et les riz à haute potentialité ne réalisent pas les espérances — parfois démesurées — planifiées en six ans. Au Pakistan, les rendements du blé diminuent déjà ; si la production de cette céréale est passée en 1960 de 12 à 20 millions de tonnes, l'est en partie aux dépens des forêts, des sols, des écosystèmes, plus riches en problèmes que le bétail.

Le soutien nécessaire du pétrole rend la situation plus difficile encore. Cet hiver, de l'Inde au Bangladesh, bien des motopompes arrêteront les cultures des jardins au bout d'un arrêt, furtif de fuel oil en contrainte.

Les engrais azotés, les plus efficaces, sont souvent à base de pétrole. Bientôt aussi leurs prix monteront. Les usines indiennes d'engrais ne pourront alors plus à la moitié de leur capacité, tandis que les possibilités d'importation diminueront. Quand les trains rouleront moins en Inde, que les chauffeurs et les mécaniciens y retourneront leur charbon la nuit, le cultivateur notable est moins capable de produire s'il n'est pas sûr d'être rémunéré à la fin de la saison. Exploité par le propriétaire foncier, par l'usurier, par le commerçant, par le fonctionnaire enfin, comment pourrait-il envisager d'accroître son effort pour augmenter sa production ? Quant à l'ouvrier sans terre, il ne peut que subir. En outre, l'arrêt prolongé depuis quinze ans des trois grands réseaux d'irrigation de l'Inde n'est-il pas dû au lobby des spéculateurs, qui ont un frénétique intérêt à l'aggravation des disettes ? Certains en sont convaincus en 1969.

L'ÉCOLE mondiale devant la montée des périls. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) estime que le tiers-monde risque d'être obligé d'importer 80 millions de tonnes de céréales vers 1980. C'est à peu près le maximum de ce que les pays développés pourront lui céder, si ces derniers n'acceptent pas de réduire leur consommation de viande. Le drame de la famine risque, sans une meilleure répartition des ressources que celle de l'économie dite libérale, de prendre d'effrayantes proportions, car les besoins ne cessent de croître après 1968.

Les spécialistes insistent sur l'inertie démographique, affirmant l'impossibilité absolue de réduire vite le taux des naissances. Le message de l'urgence va bientôt nous obliger, notons-nous, à remettre en cause une telle conception. Si une mobilisation générale pour la survie était

enfin décrétée à l'échelle mondiale, comme le proposent plus ou moins explicitement les écologistes et le Club de Rome, rien ne permet d'affirmer que l'on n'ait pas plus vite fait de se débarrasser de la natalité ; en mobilisant les masses et en politisant le problème, comme en Chine. En outre, les possibilités de progrès agricoles également sont affectées d'une autre façon, au moins aussi poussée. Cependant, si l'on donnait à l'Asie méridionale la pierre, les engrais et les amendements de contrôle de l'eau qui lui font tant défaut, l'agriculture y pourrait, pour un temps limité, progresser plus vite. Surtout s'il y joignait une réelle réforme agraire.

Ces deux inerties conjuguées nous mènent donc à une famine terrible à l'échelle mondiale, sauf si nous savons réduire l'usage (de moitié, dans les pays les plus riches) notre consommation de produits animaux. Le cheptel des pays dits développés a consommé, en 1973, 380 millions de tonnes de céréales et tourteaux ; mille fois plus que ce que nous, tous les riches, avons donné au Sahel ! Si les paysans sont menacés de famine, cela vient du gaspillage des richesses. C'est donc chez eux qu'il faut d'abord réduire et la natalité, et l'exploitation de la terre, de la société dite de consommation. Cette gabelle nous mène aussi à une destruction accélérée de notre environnement. Depuis 1971, les avertissements n'ont point manqué d'être entendus, mais nous ne tenons encore guère compte.

Pour de savoir réduire le gaspillage par tête, il nous faut aussi alors réduire plus encore le nombre de gaspilleurs. J'estime cependant qu'il nous faudra pousser dans les deux directions à la fois. Tous les engorgements à la natalité en pays développés — du quotidien familial local, qui a guère plus cher les enfants des riches, aux allocations familiales après le deuxième enfant — devraient de toute façon être remis en question, malgré le maigre appui publicitaire rationaliste auquel nous sommes soumis depuis un bon demi-siècle. Le « Croquer et multiplier » a déjà fait assez de dégâts, depuis plus de deux millions de sévres. Il est temps que les Églises, enfin conscientes de leurs responsabilités, en dénoncent publiquement les méfaits, comme nous a récemment demandé de le faire la radio protestante de Genève.

D'autre part, l'agriculture emploie toute une série de procédés dont on ne sait pas encore bien mesurer tous les effets à long terme. Le D.D.T. et d'autres pesticides sont déjà reconnus dangereux. Certains alim d'engrais méritent d'être examinés de plus près, car ils détruisent tous les marais non en jeu l'existence d'espèces dont nous aurons peut-être besoin. Il n'est donc pas question de dominer la nature, comme si nous en étions les seuls maîtres, mais de nous soumettre à la biosphère ; ce qui implique des limites plus étroites encore à nos possibilités d'accroissement de production immédiate, agricole et industrielle.

La protection de l'environnement passe par la limitation drastique de la population comme de la production industrielle, donc par la fin des plus chères de nos gaspillages. Ce qui implique la réduction des inégalités à l'échelle mondiale. Or, dans les vingt dernières années, les richesses par tête ont augmenté, de même, la part des ressources naturelles, pourtant limitées, qu'exproprient les pays riches au cas de s'accroître à leur tour, nous ne parvenons pas à nous en servir.

Retournant le problème dans tous les sens, on arrivera pas à modifier la conclusion essentielle, celle du Club de Rome, même si certaines des données utilisées par lui apparaissent discutables. Si nous voulons procurer des ressources décentes à la population du globe, il faut de toute urgence arrêter partout la croissance démographique. Si nous voulons protéger l'environnement, il faut freiner du même coup la consommation de viande, la fabrication des automobiles et des avions, l'urbanisation débridée, l'expansion des résidences secondaires, l'industrialisation sans frein, la surconsommation d'énergie. La pelote bondissant l'autoroute ne nourrit guère.

En laissant les choses aller dans les directions actuelles dans le cadre de l'économie capitaliste, nous savons maintenant que l'effondrement total de notre civilisation serait inévitable. Certains de ceux qui le savent préfèrent encore ne pas se l'avouer, et pratiquent la politique de l'autruche : celle-ci ne pourra durer bien longtemps.

RENÉ DUMONT.

L'arrêt de la croissance des pays industrialisés doit compléter une politique antinataliste planétaire

Deux impératifs de survie : la fin du gaspillage et la réduction des inégalités à l'échelle mondiale

Pour les études en France de votre fils, en l'un des centres de l'École de Sorèze, ou de recrutement international !

L'ÉCOLE de SORÈZE

Établissement privé d'enseignement secondaire

Internat plein temps Week-end compris

de la sixième aux terminales A, B, C, D

Parc — Équitation — Judo — Escrime

Entrée : Parc DOMINICAINS, Ecole de Sorèze, Tern 81540.

rieur, d'autre part, les animateurs d'un secteur privé — le « Magon-acteurs » — isolés ou sortis de l'ère stalinienne. Les premiers gouvernent, non sans cynisme, une masse anonyme et impulsive; les autres du « complexe économique », ils ne sont pas toujours liés ou portés par leurs intérêts au critère de leur qualification objective — mais l'adhésion ou porté facilité évidemment une carrière. Les seconds, membres des professions libérales, commerçants et artisans indépendants, bien qu'occupés dans un domaine d'activité strictement limité, connaissent une incontestable expansion du fait de la rareté des produits et services qu'ils offrent.

Au-delà de ces groupes privilégiés, le peuple hongrois reste pauvre — comme le démontrent le délabrement des immeubles de Pest, l'attente devant les boutiques, la simplicité des vêtements... et les statistiques officielles hongroises. L'ère du nouveau mécanisme économique, les différenciations de revenus ne peuvent qu'être accrues. L'indépendance de productivité rend les conditions de travail plus pénibles; la liaison étroite entre les rémunérations et le rendement ouvre l'éventail des salaires; la fermeture des salaires non tolérables suscite chômage et fluctuations des emplois. « Capitalisme d'Etat » sauvage? Le syndicalisme hongrois, Charles Lévy, a dénoncé les campagnes menées par le gouvernement hongrois auprès des firmes multinationales pour présenter la Hongrie comme une terre de « paix sociale ». Il a rapporté comment une entreprise américaine prétendit déléguer le siège d'une de ses filiales à l'étranger en Hongrie, avec le total soutien des autorités hongroises et malgré les protestations du syndicat communiste autrichien directement concerné, qui avait été jugé trop complaisant. L'ambiguïté du système hongrois a été particulièrement ressentie par un ancien-président du

conseil, M. Andras Hegedus, un vétéran du stalinisme. Dès 1956, dans un mémoire sur le « modernisme du système de gestion », M. Hegedus écrivait : « Les masses laborieuses ne connaissent pratiquement rien de leurs dirigeants. Les changements de personnes sont souvent considérés de mystère. Il n'est pas rare, lorsqu'un nouveau directeur arrive dans une entreprise, que seuls les cadres supérieurs les mieux informés soient au courant de ses activités antérieures, la majorité des employés ne disposent même pas sur son compte de modestes échos. » Abandonnant la politique active pour la recherche sociologique, M. Hegedus, qui, en 1968, a condamné l'intervention des puissances du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, apparaît, aujourd'hui, comme l'authentique chef de file d'un « socialisme à visage humain »; il a été exclu du parti en 1973.

Le rôle de la classe ouvrière

« L'Etat doit des services à des lieux mais sur ces services les sujets doivent être étudiés longuement », écrivait M. Hegedus. Sur ce point, le Conseil central des syndicats — dont l'impressionnisme lui fait force ou moment de mort — pour célébrer l'Octobre socialiste dit assez le caractère d'institution officielle — « est sensiblement rétrospectif » de branche morte de l'Etat apparait. Il est devenu l'un de ses structures les plus dynamiques; de courtoisie de transmission du parti, il s'est érigé en porte-parole des travailleurs — qui semblent accorder plus de crédit, dans l'entreprise, au syndicat qu'à l'organisation du

parti, à laquelle ils reprochent d'être psychologiquement dominée par le directeur.

Au niveau national, les luttes entre les syndicats et l'Etat sont désormais publiques : « Chacun connaît et approuve en paroles le rôle dirigeant de la classe ouvrière, mais face à la grimace quand on travaille en silence dans la pièce », imprimé le quotidien des syndicats, *Napszava*, qui évoque également le développement d'un « libéralisme petit-bourgeois de classe moyenne » et réclame, pour la classe ouvrière, plus de « positions clés dans l'Etat, l'économie, la fonction publique ».

L'organe du parti, *Nepszabadsag*, refuse gravement les arguments syndicaux, ou les oppose lorsque M. Janos Kadar, président d'un auto-critique, reconnaît que « le déclinisme de la classe ouvrière représente une forte politique ». L'attention que le régime porte à la situation matérielle et sociale de la classe ouvrière concourt à la levée d'un autre mythe : le prolétariat n'est plus automatiquement gagné à la cause du régime; il exige autant de soins que les paysans, les artisans, les intellectuels. La « participation » est aussi indispensable dans l'entreprise qu'à l'université ou dans l'Etat. A cet égard, les efforts du parti ont obtenu un faisceau de compétences dans le cadre de l'entreprise : droit de proposition sur la stratégie économique de la firme; droit de décision en matière sociale, la gestion du « fonds social » — cantines, crèches, maisons de repos... — mais le veto succédant dans les domaines de la répartition des salaires et des conditions de travail. Ainsi, divers syndicats ont refusé les modifications des normes de travail décidées par les directions d'entreprises, arguant qu'elles n'étaient pas justifiées par une évolution technologique; le différend est alors tranché au niveau national de l'Etat, voire du parti.

liste. Je revois cette mer de drapeaux rouges devant le Parlement... ces drapeaux qui portaient, alors, mes étudiants et que j'ai retrouvés, par hasard, il y a peu, dans un réduit subit de mon appartement. Et notre interlocuteur, communiste convaincu depuis l'adolescence, d'ailleurs, avec tristesse, la confusion persistante entre les idéologies nationales de l'Union soviétique et ceux du socialisme international.

Dans leurs sobres locaux de l'avenue Lénine, où trône la peinture abstraite, les recteurs de la revue *Vozrozhdenie* (Renaissance), principal périodique « intellectuel », qui compte dix-sept mille lecteurs, rappellent avec fierté qu'ils étaient considérés, il y a encore dix ans, comme « opposés à la ligne »; ils soulignent que leur organe n'est plus censuré, qu'ils ne sont soumis à aucune censure, et que les textes qu'ils publient sont d'inspiration « marxiste » ou « non marxiste ».

A la télévision, la « démocratie à la base » s'oppose avec l'émission « Forum » : les ministres des départements « techniques » viennent défendre leur gestion et se soumettent aux questions des téléspectateurs — parfois, fort embarrassés, comme lors du débat sur le logement. Et tout contrôle idéologique semble avoir été au niveau des cadres de l'appareil d'Etat, dont les bureaux disposent sous les collections du Monde et de la *Frankfurter Allgemeine*, toutes les traductions des essais de John Kenneth Galbraith fleurissent aux vitrines des librairies éditoriales.

De fait, la politique culturelle, définie en 1958 par les « directives » du comité central du parti hongrois, rompait avec le régime antérieur de « centralisme bureaucratique ». Georgy Acsel a souvent dénoncé les « immenses dégâts » causés par le monopole du marxisme-léninisme qui engendrait un « pseudo-marxisme », un « marxisme des citations »; selon lui, la direction idéologique du parti doit se traduire non par des « mesures de censure administrative » mais par la « coopération avec les artistes », car il faut compter avec l'« exigence latente » des intellectuels, et l'approfondissement de leur conscience sociale; surtout l'Etat doit être « en relation avec les tendances générales du parti, et se pose face à l'actualité du parti, la liaison de la politique et de l'art à prendre » dans une acception stratégique et non seulement technique.

« Les discours » non marxistes ont admis, réserve faite de la critique idéologique des valeurs non marxistes, qui incabent non au pouvoir central, mais à chaque institution culturelle : le comité de rédaction d'une revue accompagnant d'une note explicative un article « dissident »; une conférence que nous liions devant l'Institut de l'Etat et du droit de l'Académie des sciences fut suivie d'un court rappel de l'interprétation marxiste de la question traitée; les journaux politiques, soulevés et soulevés, ont permis le ralliement implicite de cette majorité d'intellectuels qui, dans les années 50, « se trouvaient en opposition avec le parti » au sein de la classe ouvrière, mais avec sa déformation bureaucratique. Et elle, menacée? Moins, peut-être, par les mutations au sein du bureau politique que par les conséquences négatives de la réforme économique : les entreprises culturelles, dominées idéologiquement, ont subi l'impératif de la rentabilité, courant le risque, en multipliant les traductions de romans policiers ou les publications photographiques, de susciter un retour à l'ordre idéologique...

Du côté de l'intelligentsia



Sélection. Participation. Méthodes d'enseignement m.e.t... Des facultés réduites, des disciplines élargies, enracinées ou cœur de Budapest, donc de ce quartier du centre-ville qui fut, en 1848, celui du « Printemps des peuples », à l'université Karolyi de sciences économiques, toujours brulante dans les années noires des douanes, le même débat est engagé. La sélection, effective dans les disciplines, est très sévère et suscite les vives protestations des étudiants; en droit, seuls deux cent quarante-cinq candidats ont été jugés trop compétents, ont été admis en 1973, à Budapest — et il n'y a que trois facultés juridiques dans le pays.

Parmi les enseignants aussi, les critiques sont nombreuses — mais sur le principe que sur les modalités des épreuves : comment choisir, par exemple, les futurs juristes alors que les diplômés de l'enseignement secondaire ignorent encore tout du droit et sont jugés à partir de dissertations de littérature, d'histoire, de géographie?

Sur la participation, la dynamique dreyen de la faculté de commerce, M. Ferenc Kerek, est enthousiaste : « Nous avons voulu revoir les leçons du *Mat* français. » Chaque conseil de faculté compte quatre étudiants, dont trois sont librement élus par leurs camarades, le quatrième est désigné par la branche locale de l'Union de la jeunesse communiste. Les méthodes d'enseignement « sont celles de l'université allemande du dix-neuvième siècle », se plaisent à affirmer les plus modernes des enseignants hongrois. Cours magistraux peu suivis, séminaires obligatoires seulement en principe : les étudiants ont peu de contacts directs avec l'enseignement. Sous l'égide du « nouveau mécanisme », s'est profondément renouvelée : elle recrée aujourd'hui New-York comme à Moscou, ses professeurs associés qui doivent aider à former les futurs « managers ».

Comme à l'Ouest...

PAR ailleurs d'autres problèmes auxquels elle est confrontée l'université hongroise ressemble à celles de l'Ouest européen. Depuis qu'en 1962 le critère de l'« origine sociale » a été supprimé, les adolescents d'ascendance ouvrière ou paysanne éprouvent certaines difficultés à entrer dans l'enseignement supérieur : la question a été posée par la grande presse de Budapest. Le prestige des titres universitaires est tel qu'on a vu un ministre présenter une thèse de doctorat — ce qui n'est pas sans évoquer les aventures de ce président du Bundestag ouest-allemand assis au cœur d'abîme une chaire dans une faculté de théologie protestante? Jusqu'à une date récente, la séparation totale de la recherche et de l'enseignement suscitait de multiples rivalités entre les instituts de la capitale relevant des sciences et les universités.

Contre toute attente, les débouchés offerts aux étudiants sont peu pléthoriques : si les économistes n'éprouvent guère de préoccupation pour les années qui viennent, les diplômés de la communauté universitaire éprouvent la réminiscence du public étudiant des facultés des lettres; et, du fait de l'extrême centralisation du pays, la plupart des étudiants de la capitale refusent tout poste en province, quitte à vivre pendant quelques années d'emplois occasionnels.

Au contrôle de leurs amis du 1956, les étudiants hongrois des années 1970 n'auraient-ils que des problèmes « corporatistes »? En 1956, l'opinion publique, en rupture avec le régime, s'était rassemblée autour de la communauté universitaire; et la révolution de Budapest était née — à Carle Patot, ce club de débats créé au sein même de l'Union de la jeunesse nouvelle (U.J.N.). Normaliste depuis près de vingt ans, la nouvelle Union de la jeunesse (U.J.N.) n'apparaît plus que comme un vaste et très efficace service public : dans les facultés, elle cherche à la distribution des bourses; ses membres sont moins des militants que des usagers.

L'insurrection de 1956 révélait que le jeune génération hongroise, éduquée dans le régime, rejetait unanimement le stalinisme. La nouvelle génération des années 1970 semble, dans sa grande majorité, loyaliste : la participation ou jeu politique, à peine esquissée, cotait encore le

folklore — ainsi lorsque les étudiants en sciences économiques, groupés en une origine machine électorale, tout échec, dans l'une des circonscriptions « disparates » du Budapest, ou députés sortants, artistes, artisans ou intellectuels, envoient l'opposition réelle, le plus souvent, « dans le système » — telle faculté est réputée « centre d'oppositionnel », mais le débat reste à l'Etat.

Mais cette diligence n'est-elle pas superficielle? Elle procède d'un certain opportunisme et débouche, pour le plus grand nombre, sur un total apathisme. Ce peut l'être, car il est vrai, la question : pourquoi le pouvoir hongrois ne mobilise-t-il pas la nouvelle génération autour des transformations sociales et politiques qu'il réalise? La réponse est évidente : l'impératif résultant de la position géographique de la Hongrie conduit les jeunes ou désenchantement et au scepticisme, et contrôle le pouvoir à ne soulever qu'un consensus passif. Le compromis est fragile, que renferme en question toute novation à Moscou ou dans la communauté socialiste.

Le « 1968 magyar », qui revient souvent dans les conversations, ne fut pas seulement la réfraction, par-delà les différences de systèmes sociaux, du Mai de Paris; il consista surtout dans une interrogation anxieuse sur la tragédie scolaire vaine. Pendant les deux semaines qui suivirent l'intervention des puissances du pacte de Varsovie, des fractions étudiantes créèrent leur répartition



Tels deux guerriers épuisés, l'église catholique et le pouvoir communiste ont cessé de lutter. Le voyageur qui, après avoir parcouru les ruines du château de Buda, se rend au lieu de la dynastie d'Arpad au-dessus du Danube, gagne d'entreprendre la ruine du siège de la primauté catholique, découvre plus la lassitude qu'un quelconque indéniablement hongrois de la « Vierge hongroise » : lors de la visite de la basilique, le guide ne mentionne nul défilé dans son évocation respectueuse du cardinal Mindszenty, ancien maître des lieux; plus loin, les retables sculptés et les incandescences enluminées du Musée d'art chrétien figurent sur l'itinéraire proposé par l'organisation officielle de tourisme. Liaisons transnationales au sein du monde socialiste : sur la colline de Buda, les groupes catholiques polonais se pressent dans la crypte de l'église Saint-Matthias et sur les surprenantes tourelles du Bastion des Pêcheurs — ce décor néo-roman pour tragédie shakespearienne édifié au début du siècle par un peuple privé de soncurie historique.

Lors de la fondation de la République populaire, les positions des dignitaires catholiques comme celles des dirigeants de la génération stalinienne excluaient tout compromis : ceux-ci souhaitaient le retour des masses à une religion « vraie »; ceux-là, solidaires de l'orthodoxie et souvent proches du régime, inclinaient à la résistance aux « lois infâmes ». A la fin de 1948 le régime développe une longue série de mesures contre la diffusion de la pensée religieuse : la censure préventive frappe non seulement la presse catholique, déjà réglementée, mais aussi les circulaires épiques et jusqu'aux écrits polycopiés; les imprimeries catholiques sont nationalisées; les ouvrages déjà édités, retirés de la circulation; la dissolution du parti démocrate populaire et des associations catholiques est prononcée. Surtout, avec la nationalisation des écoles catholiques, majoritaires dans le pays, surgit le conflit décisif

et tentent de définir une nouvelle stratégie. De là date l'abandon d'un gouchisme universitaire hongrois, qui s'est, depuis, renouvelé avec la protestation contre le nouveau mécanisme économique, qualifié de « restauration capitaliste ».

Le romancier Mihály Sándor — qui désespère de parvenir à rédiger l'ouvrage qu'il voulait consacrer à « la jeunesse devant la politique », car « le régime est trop moderne » — dénonce la nouvelle extrême gauche : « Elle mène l'émulation de l'Union soviétique comme la civilisation occidentale » et la mystique du Printemps de Prague; « Le Diable avait rêvé d'elle, ne personnellement aujourd'hui contre lui ». Au-delà, de l'échelle de la non-alignement, le courant catholique se situe au-delà du Centre-à-droite des socialistes hongrois, — important à l'université, semble renouer directement avec les tendances « réactionnaires » de l'ancien régime; son ciment est le nationalisme et l'hostilité à l'Union soviétique.

Détente culturelle

L'A Hongrie d'aujourd'hui connaît une grande liberté d'expression et s'ouvre pratiquement les tabous. Combien d'honneurs par le régime, ce professeur d'université évoque les événements de 1956 : « Ce fut tellement une révolution socie-

Les Eglises et l'Etat

qui aboutit à la condamnation du cardinal Mindszenty en février 1949.

En Pologne, l'Eglise catholique, animée avec une extraordinaire diplomatie par le cardinal Wyszyński, a su préserver son indépendance malgré la coopération du pays. En Hongrie, sous l'impulsion d'un prêtre de Centre-Réforme, elle frôla l'effacement. L'accord conclu avec le gouvernement le 30 août 1950, les évêques hongrois approuvèrent totalement l'ordre nouveau sans aucune restriction. Mais, au même moment, par la hiérarchie polonaise. Mais la portée majeure est perdue en 1956 : le cardinal Mindszenty ne semble pas avoir les mêmes billes limitées du soutien; loin d'accorder son appui inconditionnel au gouvernement Nagy, qui venait de la réhabilitation, il condamne le communisme sous toutes ses formes; son allocution au micro de radio-Budapest, le 3 novembre 1956, encourage les éléments les plus réactionnaires... Ici aussi, l'ère Kadar sera celle de la « normalisation » — esquissée dès 1961, consacrée en 1964 avec la visite de Mgr Casaroli.

Une forme de nationalisme

L'EGLISE catholique semblerait devenue l'une des « courroies de transmission » du pouvoir socialiste? Le cinéaste Miklos Jancso a montré de jeunes communistes de l'après-guerre montés portant à l'assaut d'un monastère. Aujourd'hui, leurs codes vanteurs, devant l'observateur occidental, ne paraissent pas tellement différents de ceux du régime d'après-guerre. Mais le renouveau de la pratique religieuse, que l'on constate au sein de la nouvelle génération intellectuelle, relève non seulement du folklore : il correspond à la recherche d'une identité hongroise et révèle un nationalisme latent. Et la restauration de l'Eglise-Etat impose au pouvoir ses propres sacrifices : le reconnaissance de valeurs en contradiction avec le matérialisme et le volontarisme de l'idéologie dominante dirigée le mythe de l'homogénéité de la société socialiste.

Les autres confessions hongroises — les catholiques, qui constituent le quart de la population, mais que quelques communautés juives, protestantes et juives — avaient, en 1945, une attitude plus ouverte face au nouveau pouvoir. Les protestants étaient, dans leur grande majorité, traditionnellement persécutés d'un régime démocratique; leurs Eglises, peu structurées, ne pouvaient être considérées comme un second centre de commandement concurrentiel de l'Etat; l'union leur était donc d'une certaine revanche sur la catholicisme.

Les Juifs avaient fourni les cadres de la social-démocratie puis de la Commune de Béla Kun, en

1919. Le comportement des gouvernements n'en fut pas moins intransigent à partir de 1949 : la mise à la raison des Eglises protestantes se traduisit par la destruction de plusieurs de leurs églises, la fermeture de leurs catéchèses et facultés; l'évêque László Duszty, collaborateur de l'extrême droite sous le régime Horthy, fut placé à la tête de l'Eglise luthérienne. En 1951, Karl Barth lui reprocha de donner à sa théologie un contenu communiste. Les Juifs — dont les institutions religieuses furent brutalement liquidées, tandis que l'American Jewish Archives, qui rapportait à Budapest l'air de l'« American Jew » était accusé d'espionnage — se trouvaient sous les feux croisés de l'antisémitisme espalatoire, lié à l'origine religieuse de nombre de dirigeants de la période stalinienne, et de l'antisémitisme d'Etat, procédant de l'« antisémitisme » moscovite. La situation de ces diverses confessions semble aujourd'hui stabilisée. Ainsi la Hongrie est-elle le seul pays est-européen à apparaître désormais immunisé contre le virus antisémite, du fait, à la fois, de la répression de M. Janos Kadar à l'égard des « campagnes antisémites » à la mode des pays frères — le soulci du régime hongrois de détruire le judaïsme et sionisme apparut lorsque fut autorisée la représentation du *Viola* sur le théâtre de l'Eglise, et de l'antisémitisme « dogmatique » lancé au nom de l'« anti-antisémitisme » — et de l'assimilation accélérée des Juifs hongrois, qui ne se comportent, en aucune manière, comme une minorité nationale — tout ou plus peut-on constater que les petits-fils des compagnons de Béla Kun portent les distillations de la nouvelle génération...

(Copyright Charles Zorboide et le Monde diplomatique)
(Dessins de Plantu)

Question

Et cela dure depuis cinq ans, et pour certain cela durait déjà depuis quatre autres années dans les camps de Java d'où ils ont tous été amenés là, en proie aux moustiques « dix fois plus gros et cent fois plus agressifs que ceux de Djakarta ».

Autre écrivain : Rival Apin, d'ailleurs parce qu'il était membre du Institut culturel du peuple, créé par le parti communiste, la Loksa, était affecté dans une unité disciplinaire, camp dans le camp, en quelque sorte, et par là même privé de ritz aux repas : « ainsi sont, paraît-il, traités les « Irreductibles », les durs à cuire... Le poète n'a que quarante-sept ans, mais ses cheveux sont blancs et ses joues creusées, son visage marqué de rides profondes. Il y a une certaine cinéaste, aussi, Etienne, fille du dirigeant communiste Sakdima, de très nombreux ingénieurs, artistes, sculpteurs, peintres, musiciens... Tous voués par l'Ordre nouveau à la stérilité intellectuelle.

C'est en ce temps qu'une agence de voyages parisiennne, correspondants d'une agence néerlandaise, confie aux journaux français des placards publicitaires invitant nos compatriotes avides d'exotisme à participer à des croisières en Indonésie, « un des derniers paradis sur terre » !...

ROGIS BERGERON.

(3) De tous les pays du Sud-Est asiatique, seuls l'Indonésie repoit de la France une aide régulière sur fonds publics.

Un approfondissement permanent de la révolution culturelle

textes, à l'influence occulte de Lin Piao. Mao Tse-toung et ses partisans n'avaient jamais imaginé une telle situation.

Meis, à côté du parti, les Chinois créent-ils des organisations de masse semblables à celles des gardes rouges et des ouvriers qui folmèrent autrefois jusqu'à couvrir le pays de leurs ramifications ? On ignore et les auteurs des effiches actuelles sont de simples individus, de petits groupes, ou de vagues associations déjà structurées. Les témoins étrangers ne donnent guère d'informations sur ce point. De telles organisations ne seront-elles pas nécessaires à l'essor du mouvement de masse, et, en général, comme contrepois aux penchants bureaucratiques du parti au pouvoir ?

Une différence essentielle avec les années-80 nous paraît être l'absence de références socialistes à Mao Tse-toung et à ses idées. Les références à la révolution, à l'ambiguïté, capitale appellent - le culte de Mao -, remplissent une fonction précise : permettre au président de transcender l'appareil du parti par un appel direct aux masses. Il neutraliserait ainsi ses adversaires, les déstabiliserait, les démasquerait, et conduirait à des actes qu'il fallait rectifier. Elle fit resurgir tout un tas de rites formalistes étrangers au marxisme. Mao selon ce qu'il dit à Edgar Snow lors de leur dernière entrevue, n'est aperçu que par ses ennemis. Il est le seul à être vu - «culte» contre lui. En outre, le président ne cadre pas aujourd'hui plus unite, plus loyal, si n'est peut-être nécessaire de les

« continuer ».

Quelques notes pour finir sur le rôle de M. Chou En-lai. Melado, le premier ministre parait un pauvre en dehors du moule. Il est un homme qui aime le confort, il est en colère dans « China warriors » de Tsang-kong. Des milliers de diplomates se sont laïta l'écho de cette murmur.

On remarque par contre que les affiches les plus militantes de Pékin rendaient hommage au premier ministre. Le Quotidien du peuple du 6 juillet l'a montré en photo, à l'hôpital, recevant le sénateur Jackson. Ce genre de publication indique parloire en Chine qu'un dirigeant garde lo

l'espèce, cette image composite sur robe blanche, M. Chou En-lai, n'est d'ailleurs pas

(1) D'autres affiches ont récemment accusé le «Singe d'Or» d'être un contre-révolutionnaire. On ne saurait prendre pour argent comptant ces affirmations polémiques qui n'ont rien d'officiel.

(2) Précisons qu'on ne trouve pas une affirmation aussi nette dans les textes officiels. Toute la pratique chinoise estete pourtant que tel est bien leur point de vue.

(3) *Pékin Information*, n° 12, 27 mars 1972.

(4) *Drapeau rouge*, n° 1 de 1974 : « La lutte anticonfucéenne des travailleurs dans l'histoire », par Tien Kai.

56: من الامم

Ouverture sur l'Orient et condamnation de l'occidentocentrisme

JOSEPH NEEDHAM, ENCYCLOPÉDISTE DES CIVILISATIONS

VOICI enfin venu le temps où l'Occident commence à pleinement réaliser que l'Orient des orientalistes n'est plus, qu'il convient d'arrêter de considérer à l'aune de ses préjugés — l'ignorance, qui procède alléguée de la non-reconnaissance — d'écouter d'ailleurs la voix et les voix de cet arc immense de civilisations et de cultures qu'est l'Orient en renaissance et

Science et religion mêlées

En France, en vérité, sont tant l'ignorance et la platitude de nos auteurs que l'émancipation à la plaine visibiliste de l'apport scientifique qu'il faut à cette somme capitale que représente la Science et Civilization in China et les volumes d'essais qui l'accompagnent. Mais avec la science, d'un père médecin et d'une mère mathématicienne, Joseph Needham étudie la médecine à l'Université de Cambridge, où il est passionné pour l'histoire dans l'étude de l'histoire des sciences, mais aussi la philosophie, l'étude comparative des religions, le mythe. Ses livres de chevet — Lancelot Andrewes, Jeremy Taylor, Aquinas, Gilles de Retz, Michel de Montaigne, et les *Florilegia* de François d'Assise — l'influencent d'Edward Brown, qui expose les médecines arabes et perses, de F.C. Burkitt, qui traite de la religion manichéenne dans les saïnes du client de l'Égypte, de la philosophie universelle, l'Épiqueure, son ami de toujours, Henry Holmwood, qui lui fait entrer en premier le sentiment de l'existence du romanesque poétique, de l'érudition humaniste, particulièrement quand elle se combine avec l'histoire des sciences naturelles (1).

Une vocation affective, d'orientation véritablement encyclopédique, non point seulement le compit, l'inventaire, l'analyse formelle, mais par-dessus tout l'approfondissement, l'analyse, la vision, par le raisonnement et le cœur, étroitement mêlés. Après la médecine (1921), l'enseignement de la médecine (1922), l'enseignement de la médecine (1923), l'enseignement de la médecine (1924), puis, de 1924 à 1929, de 1929 à 1934, de 1934 à 1939, de 1939 à 1944, de 1944 à 1949, de 1949 à 1954, de 1954 à 1959, de 1959 à 1964, de 1964 à 1969, de 1969 à 1974, de 1974 à 1979, de 1979 à 1984, de 1984 à 1989, de 1989 à 1994, de 1994 à 1999, de 1999 à 2004, de 2004 à 2009, de 2009 à 2014, de 2014 à 2019, de 2019 à 2024, de 2024 à 2029, de 2029 à 2034, de 2034 à 2039, de 2039 à 2044, de 2044 à 2049, de 2049 à 2054, de 2054 à 2059, de 2059 à 2064, de 2064 à 2069, de 2069 à 2074, de 2074 à 2079, de 2079 à 2084, de 2084 à 2089, de 2089 à 2094, de 2094 à 2099, de 2099 à 2104, de 2104 à 2109, de 2109 à 2114, de 2114 à 2119, de 2119 à 2124, de 2124 à 2129, de 2129 à 2134, de 2134 à 2139, de 2139 à 2144, de 2144 à 2149, de 2149 à 2154, de 2154 à 2159, de 2159 à 2164, de 2164 à 2169, de 2169 à 2174, de 2174 à 2179, de 2179 à 2184, de 2184 à 2189, de 2189 à 2194, de 2194 à 2199, de 2199 à 2204, de 2204 à 2209, de 2209 à 2214, de 2214 à 2219, de 2219 à 2224, de 2224 à 2229, de 2229 à 2234, de 2234 à 2239, de 2239 à 2244, de 2244 à 2249, de 2249 à 2254, de 2254 à 2259, de 2259 à 2264, de 2264 à 2269, de 2269 à 2274, de 2274 à 2279, de 2279 à 2284, de 2284 à 2289, de 2289 à 2294, de 2294 à 2299, de 2299 à 2304, de 2304 à 2309, de 2309 à 2314, de 2314 à 2319, de 2319 à 2324, de 2324 à 2329, de 2329 à 2334, de 2334 à 2339, de 2339 à 2344, de 2344 à 2349, de 2349 à 2354, de 2354 à 2359, de 2359 à 2364, de 2364 à 2369, de 2369 à 2374, de 2374 à 2379, de 2379 à 2384, de 2384 à 2389, de 2389 à 2394, de 2394 à 2399, de 2399 à 2404, de 2404 à 2409, de 2409 à 2414, de 2414 à 2419, de 2419 à 2424, de 2424 à 2429, de 2429 à 2434, de 2434 à 2439, de 2439 à 2444, de 2444 à 2449, de 2449 à 2454, de 2454 à 2459, de 2459 à 2464, de 2464 à 2469, de 2469 à 2474, de 2474 à 2479, de 2479 à 2484, de 2484 à 2489, de 2489 à 2494, de 2494 à 2499, de 2499 à 2504, de 2504 à 2509, de 2509 à 2514, de 2514 à 2519, de 2519 à 2524, de 2524 à 2529, de 2529 à 2534, de 2534 à 2539, de 2539 à 2544, de 2544 à 2549, de 2549 à 2554, de 2554 à 2559, de 2559 à 2564, de 2564 à 2569, de 2569 à 2574, de 2574 à 2579, de 2579 à 2584, de 2584 à 2589, de 2589 à 2594, de 2594 à 2599, de 2599 à 2604, de 2604 à 2609, de 2609 à 2614, de 2614 à 2619, de 2619 à 2624, de 2624 à 2629, de 2629 à 2634, de 2634 à 2639, de 2639 à 2644, de 2644 à 2649, de 2649 à 2654, de 2654 à 2659, de 2659 à 2664, de 2664 à 2669, de 2669 à 2674, de 2674 à 2679, de 2679 à 2684, de 2684 à 2689, de 2689 à 2694, de 2694 à 2699, de 2699 à 2704, de 2704 à 2709, de 2709 à 2714, de 2714 à 2719, de 2719 à 2724, de 2724 à 2729, de 2729 à 2734, de 2734 à 2739, de 2739 à 2744, de 2744 à 2749, de 2749 à 2754, de 2754 à 2759, de 2759 à 2764, de 2764 à 2769, de 2769 à 2774, de 2774 à 2779, de 2779 à 2784, de 2784 à 2789, de 2789 à 2794, de 2794 à 2799, de 2799 à 2804, de 2804 à 2809, de 2809 à 2814, de 2814 à 2819, de 2819 à 2824, de 2824 à 2829, de 2829 à 2834, de 2834 à 2839, de 2839 à 2844, de 2844 à 2849, de 2849 à 2854, de 2854 à 2859, de 2859 à 2864, de 2864 à 2869, de 2869 à 2874, de 2874 à 2879, de 2879 à 2884, de 2884 à 2889, de 2889 à 2894, de 2894 à 2899, de 2899 à 2904, de 2904 à 2909, de 2909 à 2914, de 2914 à 2919, de 2919 à 2924, de 2924 à 2929, de 2929 à 2934, de 2934 à 2939, de 2939 à 2944, de 2944 à 2949, de 2949 à 2954, de 2954 à 2959, de 2959 à 2964, de 2964 à 2969, de 2969 à 2974, de 2974 à 2979, de 2979 à 2984, de 2984 à 2989, de 2989 à 2994, de 2994 à 2999, de 2999 à 3004, de 3004 à 3009, de 3009 à 3014, de 3014 à 3019, de 3019 à 3024, de 3024 à 3029, de 3029 à 3034, de 3034 à 3039, de 3039 à 3044, de 3044 à 3049, de 3049 à 3054, de 3054 à 3059, de 3059 à 3064, de 3064 à 3069, de 3069 à 3074, de 3074 à 3079, de 3079 à 3084, de 3084 à 3089, de 3089 à 3094, de 3094 à 3099, de 3099 à 3104, de 3104 à 3109, de 3109 à 3114, de 3114 à 3119, de 3119 à 3124, de 3124 à 3129, de 3129 à 3134, de 3134 à 3139, de 3139 à 3144, de 3144 à 3149, de 3149 à 3154, de 3154 à 3159, de 3159 à 3164, de 3164 à 3169, de 3169 à 3174, de 3174 à 3179, de 3179 à 3184, de 3184 à 3189, de 3189 à 3194, de 3194 à 3199, de 3199 à 3204, de 3204 à 3209, de 3209 à 3214, de 3214 à 3219, de 3219 à 3224, de 3224 à 3229, de 3229 à 3234, de 3234 à 3239, de 3239 à 3244, de 3244 à 3249, de 3249 à 3254, de 3254 à 3259, de 3259 à 3264, de 3264 à 3269, de 3269 à 3274, de 3274 à 3279, de 3279 à 3284, de 3284 à 3289, de 3289 à 3294, de 3294 à 3299, de 3299 à 3304, de 3304 à 3309, de 3309 à 3314, de 3314 à 3319, de 3319 à 3324, de 3324 à 3329, de 3329 à 3334, de 3334 à 3339, de 3339 à 3344, de 3344 à 3349, de 3349 à 3354, de 3354 à 3359, de 3359 à 3364, de 3364 à 3369, de 3369 à 3374, de 3374 à 3379, de 3379 à 3384, de 3384 à 3389, de 3389 à 3394, de 3394 à 3399, de 3399 à 3404, de 3404 à 3409, de 3409 à 3414, de 3414 à 3419, de 3419 à 3424, de 3424 à 3429, de 3429 à 3434, de 3434 à 3439, de 3439 à 3444, de 3444 à 3449, de 3449 à 3454, de 3454 à 3459, de 3459 à 3464, de 3464 à 3469, de 3469 à 3474, de 3474 à 3479, de 3479 à 3484, de 3484 à 3489, de 3489 à 3494, de 3494 à 3499, de 3499 à 3504, de 3504 à 3509, de 3509 à 3514, de 3514 à 3519, de 3519 à 3524, de 3524 à 3529, de 3529 à 3534, de 3534 à 3539, de 3539 à 3544, de 3544 à 3549, de 3549 à 3554, de 3554 à 3559, de 3559 à 3564, de 3564 à 3569, de 3569 à 3574, de 3574 à 3579, de 3579 à 3584, de 3584 à 3589, de 3589 à 3594, de 3594 à 3599, de 3599 à 3604, de 3604 à 3609, de 3609 à 3614, de 3614 à 3619, de 3619 à 3624, de 3624 à 3629, de 3629 à 3634, de 3634 à 3639, de 3639 à 3644, de 3644 à 3649, de 3649 à 3654, de 3654 à 3659, de 3659 à 3664, de 3664 à 3669, de 3669 à 3674, de 3674 à 3679, de 3679 à 3684, de 3684 à 3689, de 3689 à 3694, de 3694 à 3699, de 3699 à 3704, de 3704 à 3709, de 3709 à 3714, de 3714 à 3719, de 3719 à 3724, de 3724 à 3729, de 3729 à 3734, de 3734 à 3739, de 3739 à 3744, de 3744 à 3749, de 3749 à 3754, de 3754 à 3759, de 3759 à 3764, de 3764 à 3769, de 3769 à 3774, de 3774 à 3779, de 3779 à 3784, de 3784 à 3789, de 3789 à 3794, de 3794 à 3799, de 3799 à 3804, de 3804 à 3809, de 3809 à 3814, de 3814 à 3819, de 3819 à 3824, de 3824 à 3829, de 3829 à 3834, de 3834 à 3839, de 3839 à 3844, de 3844 à 3849, de 3849 à 3854, de 3854 à 3859, de 3859 à 3864, de 3864 à 3869, de 3869 à 3874, de 3874 à 3879, de 3879 à 3884, de 3884 à 3889, de 3889 à 3894, de 3894 à 3899, de 3899 à 3904, de 3904 à 3909, de 3909 à 3914, de 3914 à 3919, de 3919 à 3924, de 3924 à 3929, de 3929 à 3934, de 3934 à 3939, de 3939 à 3944, de 3944 à 3949, de 3949 à 3954, de 3954 à 3959, de 3959 à 3964, de 3964 à 3969, de 3969 à 3974, de 3974 à 3979, de 3979 à 3984, de 3984 à 3989, de 3989 à 3994, de 3994 à 3999, de 3999 à 4004, de 4004 à 4009, de 4009 à 4014, de 4014 à 4019, de 4019 à 4024, de 4024 à 4029, de 4029 à 4034, de 4034 à 4039, de 4039 à 4044, de 4044 à 4049, de 4049 à 4054, de 4054 à 4059, de 4059 à 4064, de 4064 à 4069, de 4069 à 4074, de 4074 à 4079, de 4079 à 4084, de 4084 à 4089, de 4089 à 4094, de 4094 à 4099, de 4099 à 4104, de 4104 à 4109, de 4109 à 4114, de 4114 à 4119, de 4119 à 4124, de 4124 à 4129, de 4129 à 4134, de 4134 à 4139, de 4139 à 4144, de 4144 à 4149, de 4149 à 4154, de 4154 à 4159, de 4159 à 4164, de 4164 à 4169, de 4169 à 4174, de 4174 à 4179, de 4179 à 4184, de 4184 à 4189, de 4189 à 4194, de 4194 à 4199, de 4199 à 4204, de 4204 à 4209, de 4209 à 4214, de 4214 à 4219, de 4219 à 4224, de 4224 à 4229, de 4229 à 4234, de 4234 à 4239, de 4239 à 4244, de 4244 à 4249, de 4249 à 4254, de 4254 à 4259, de 4259 à 4264, de 4264 à 4269, de 4269 à 4274, de 4274 à 4279, de 4279 à 4284, de 4284 à 4289, de 4289 à 4294, de 4294 à 4299, de 4299 à 4304, de 4304 à 4309, de 4309 à 4314, de 4314 à 4319, de 4319 à 4324, de 4324 à 4329, de 4329 à 4334, de 4334 à 4339, de 4339 à 4344, de 4344 à 4349, de 4349 à 4354, de 4354 à 4359, de 4359 à 4364, de 4364 à 4369, de 4369 à 4374, de 4374 à 4379, de 4379 à 4384, de 4384 à 4389, de 4389 à 4394, de 4394 à 4399, de 4399 à 4404, de 4404 à 4409, de 4409 à 4414, de 4414 à 4419, de 4419 à 4424, de 4424 à 4429, de 4429 à 4434, de 4434 à 4439, de 4439 à 4444, de 4444 à 4449, de 4449 à 4454, de 4454 à 4459, de 4459 à 4464, de 4464 à 4469, de 4469 à 4474, de 4474 à 4479, de 4479 à 4484, de 4484 à 4489, de 4489 à 4494, de 4494 à 4499, de 4499 à 4504, de 4504 à 4509, de 4509 à 4514, de 4514 à 4519, de 4519 à 4524, de 4524 à 4529, de 4529 à 4534, de 4534 à 4539, de 4539 à 4544, de 4544 à 4549, de 4549 à 4554, de 4554 à 4559, de 4559 à 4564, de 4564 à 4569, de 4569 à 4574, de 4574 à 4579, de 4579 à 4584, de 4584 à 4589, de 4589 à 4594, de 4594 à 4599, de 4599 à 4604, de 4604 à 4609, de 4609 à 4614, de 4614 à 4619, de 4619 à 4624, de 4624 à 4629, de 4629 à 4634, de 4634 à 4639, de 4639 à 4644, de 4644 à 4649, de 4649 à 4654, de 4654 à 4659, de 4659 à 4664, de 4664 à 4669, de 4669 à 4674, de 4674 à 4679, de 4679 à 4684, de 4684 à 4689, de 4689 à 4694, de 4694 à 4699, de 4699 à 4704, de 4704 à 4709, de 4709 à 4714, de 4714 à 4719, de 4719 à 4724, de 4724 à 4729, de 4729 à 4734, de 4734 à 4739, de 4739 à 4744, de 4744 à 4749, de 4749 à 4754, de 4754 à 4759, de 4759 à 4764, de 4764 à 4769, de 4769 à 4774, de 4774 à 4779, de 4779 à 4784, de 4784 à 4789, de 4789 à 4794, de 4794 à 4799, de 4799 à 4804, de 4804 à 4809, de 4809 à 4814, de 4814 à 4819, de 4819 à 4824, de 4824 à 4829, de 4829 à 4834, de 4834 à 4839, de 4839 à 4844, de 4844 à 4849, de 4849 à 4854, de 4854 à 4859, de 4859 à 4864, de 4864 à 4869, de 4869 à 4874, de 4874 à 4879, de 4879 à 4884, de 4884 à 4889, de 4889 à 4894, de 4894 à 4899, de 4899 à 4904, de 4904 à 4909, de 4909 à 4914, de 4914 à 4919, de 4919 à 4924, de 4924 à 4929, de 4929 à 4934, de 4934 à 4939, de 4939 à 4944, de 4944 à 4949, de 4949 à 4954, de 4954 à 4959, de 4959 à 4964, de 4964 à 4969, de 4969 à 4974, de 4974 à 4979, de 4979 à 4984, de 4984 à 4989, de 4989 à 4994, de 4994 à 4999, de 4999 à 5004, de 5004 à 5009, de 5009 à 5014, de 5014 à 5019, de 5019 à 5024, de 5024 à 5029, de 5029 à 5034, de 5034 à 5039, de 5039 à 5044, de 5044 à 5049, de 5049 à 5054, de 5054 à 5059, de 5059 à 5064, de 5064 à 5069, de 5069 à 5074, de 5074 à 5079, de 5079 à 5084, de 5084 à 5089, de 5089 à 5094, de 5094 à 5099, de 5099 à 5104, de 5104 à 5109, de 5109 à 5114, de 5114 à 5119, de 5119 à 5124, de 5124 à 5129, de 5129 à 5134, de 5134 à 5139, de 5139 à 5144, de 5144 à 5149, de 5149 à 5154, de 5154 à 5159, de 5159 à 5164, de 5164 à 5169, de 5169 à 5174, de 5174 à 5179, de 5179 à 5184, de 5184 à 5189, de 5189 à 5194, de 5194 à 5199, de 5199 à 5204, de 5204 à 5209, de 5209 à 5214, de 5214 à 5219, de 5219 à 5224, de 5224 à 5229, de 5229 à 5234, de 5234 à 5239, de 5239 à 5244, de 5244 à 5249, de 5249 à 5254, de 5254 à 5259, de 5259 à 5264, de 5264 à 5269, de 5269 à 5274, de 5274 à 5279, de 5279 à 5284, de 5284 à 5289, de 5289 à 5294, de 5294 à 5299, de 5299 à 5304, de 5304 à 5309, de 5309 à 5314, de 5314 à 5319, de 5319 à 5324, de 5324 à 5329, de 5329 à 5334, de 5334 à 5339, de 5339 à 5344, de 5344 à 5349, de 5349 à 5354, de 5354 à 5359, de 5359 à 5364, de 5364 à 5369, de 5369 à 5374, de 5374 à 5379, de 5379 à 5384, de 5384 à 5389, de 5389 à 5394, de 5394 à 5399, de 5399 à 5404, de 5404 à 5409, de 5409 à 5414, de 5414 à 5419, de 5419 à 5424, de 5424 à 5429, de 5429 à 5434, de 5434 à 5439, de 5439 à 5444, de 5444 à 5449, de 5449 à 5454, de 5454 à 5459, de 5459 à 5464, de 5464 à 5469, de 5469 à 5474, de 5474 à 5479, de 5479 à 5484, de 5484 à 5489, de 5489 à 5494, de 5494 à 5499, de 5499 à 5504, de 5504 à 5509, de 5509 à 5514, de 5514 à 5519, de 5519 à 5524, de 5524 à 5529, de 5529 à 5534, de 5534 à 5539, de 5539 à 5544, de 5544 à 5549, de 5549 à 5554, de 5554 à 5559, de 5559 à 5564, de 5564 à 5569, de 5569 à 5574, de 5574 à 5579, de 5579 à 5584, de 5584 à 5589, de 5589 à 5594, de 5594 à 5599, de 5599 à 5604, de 5604 à 5609, de 5609 à 5614, de 5614 à 5619, de 5619 à 5624, de 5624 à 5629, de 5629 à 5634, de 5634 à 5639, de 5639 à 5644, de 5644 à 5649, de 5649 à 5654, de 5654 à 5659, de 5659 à 5664, de 5664 à 5669, de 5669 à 5674, de 5674 à 5679, de 5679 à 5684, de 5684 à 5689, de 5689 à 5694, de 5694 à 5699, de 5699 à 5704, de 5704 à 5709, de 5709 à 5714, de 5714 à 5719, de 5719 à 5724, de 5724 à 5729, de 5729 à 5734, de 5734 à 5739, de 5739 à 5744, de 5744 à 5749, de 5749 à 5754, de 5754 à 5759, de 5759 à 5764, de 5764 à 5769, de 5769 à 5774, de 5774 à 5779, de 5779 à 5784, de 5784 à 5789, de 5789 à 5794, de 5794 à 5799, de 5799 à 5804, de 5804 à 5809, de 5809 à 5814, de 5814 à 5819, de 5819 à 5824, de 5824 à 5829, de 5829 à 5834, de 5834 à 5839, de 5839 à 5844, de 5844 à 5849, de 5849 à 5854, de 5854 à 5859, de 5859 à 5864, de 5864 à 5869, de 5869 à 5874, de 5874 à 5879, de 5879 à 5884, de 5884 à 5889, de 5889 à 5894, de 5894 à 5899, de 5899 à 5904, de 5904 à 5909, de 5909 à 5914, de 5914 à 5919, de 5919 à 5924, de 5924 à 5929, de 5929 à 5934, de 5934 à 5939, de 5939 à 5944, de 5944 à 5949, de 5949 à 5954, de 5954 à 5959, de 5959 à 5964, de 5964 à 5969, de 5969 à 5974, de 5974 à 5979, de 5979 à 5984, de 5984 à 5989, de 5989 à 5994, de 5994 à 5999, de 5999 à 6004, de 6004 à 6009, de 6009 à 6014, de 6014 à 6019, de 6019 à 6024, de 6024 à 6029, de 6029 à 6034, de 6034 à 6039, de 6039 à 6044, de 6044 à 6049, de 6049 à 6054, de 6054 à 6059, de 6059 à 6064, de 6064 à 6069, de 6069 à 6074, de 6074 à 6079, de 6079 à 6084, de 6084 à 6089, de 6089 à 6094, de 6094 à 6099, de 6099 à 6104, de 6104 à 6109, de 6109 à 6114, de 6114 à 6119, de 6119 à 6124, de 6124 à 6129, de 6129 à 6134, de 6134 à 6139, de 6139 à 6144, de 6144 à 6149, de 6149 à 6154, de 6154 à 6159, de 6159 à 6164, de 6164 à 6169, de 6169 à 6174, de 6174 à 6179, de 6179 à 6184, de 6184 à 6189, de 6189 à 6194, de 6194 à 6199, de 6199 à 6204, de 6204 à 6209, de 6209 à 6214, de 6214 à 6219, de 6219 à 6224, de 6224 à 6229, de 6229 à 6234, de 6234 à 6239, de 6239 à 6244, de 6244 à 6249, de 6249 à 6254, de 6254 à 6259, de 6259 à 6264, de 6264 à 6269, de 6269 à 6274, de 6274 à 6279, de 6279 à 6284, de 6284 à 6289, de 6289 à 6294, de 6294 à 6299, de 6299 à 6304, de 6304 à 6309, de 6309 à 6314, de 6314 à 6319, de 6319 à 6324, de 6324 à 6329, de 6329 à 6334, de 6334 à 6339, de 6339 à 6344, de 6344 à 6349, de 6349 à 6354, de 6354 à 6359, de 6359 à

La droite à l'épreuve de la crise économique

Statistik : Recherche

PÉTROLE ET FINANCES ARABES

Les trusts anglo-saxons mènent le jeu

Par GEORGES CORM *

La puissance financière et pétrolière des pays arabes, le rôle qu'elle a pu jouer dans la déstabilisation du système économique et financier de l'Occident ont à coup sûr été démentement grossis en Occident, où les milieux industriels et financiers s'efforcent de voir carthage vintée économique essentielle et de convaincre financiers et pétroliers arabes de la nécessité d'une « collaboration » accrue avec les grands trusts.

Jamais depuis vingt ans la domination économique des États-Unis sur le monde n'avait atteint un tel fait. On sait maintenant que les sociétés du cartel pétrolier ont contribué à mettre en place, bien avant la guerre d'octobre, les éléments d'une nouvelle conjonction pétrolière — qui s'est emparée à l'occasion des provinces et incertitudes menues restrictives prises par les pays arabes producteurs de pétrole en octobre 1973 — favorable aux intérêts américains : valorisation des réserves énergétiques des États-Unis, recherche de nouvelles sources d'énergie, rentabilisation du pétrole de l'Asie et accroissement des profits des grandes compagnies dans des proportions fabuleuses.

Et l'on comprend mieux aujourd'hui la facilité avec laquelle, aux négociations de Téhéran et de Tripoli, le cartel a cédé sur les questions de prix et de participation — tout en amenant l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP). Les accords de participation ont en effet démenté les menaces que faisaient passer sur leurs bords les rapports avec des gouvernements qui n'étaient pas encore nationalisés leur pétrole à l'exemple de l'Algérie des opinions publiques mécontentes et la possibilité de pressions populaires accrues en cas de nouvelle confrontation au Proche-Orient. La guerre d'octobre a démontré la justesse de ce calcul.

Les accords de participation permettent aussi au cartel, par le biais des indémnités, d'obtenir des réformes substantielles pouvant être investies dans la diversification des sources d'énergie et des sources d'approvisionnement. Ainsi, l'usage des prix et accords de participation contribuent à accélérer le processus d'indépendance énergétique des États-Unis, selon l'objectif qui s'est clairement fixé le gouvernement américain pour la fin de la décennie.

Dans le même temps, le cartel dispose d'une puissance financière plus grande qu'il n'en avait pour renforcer ses positions dans le domaine de la commercialisation, de la distribution, du raffinage et de toutes les industries en aval de l'exploitation des produits pétroliers. Il ne fera vraisemblablement aucune difficulté pour abandonner entièrement aux pays producteurs l'exploitation des puits au Proche-Orient. Il encourage même le développement d'activités de raffinage autonome dans ces pays pour répondre aux besoins de la demande des pays industrialisés, qui ne peut être satisfaite sur place en raison des contraintes de la pollution. Nous entrons ainsi dans une nouvelle phase de la division internationale du travail, jouant toujours au profit des espèces économiques développées et dominantes.

MAIS rien ne démontre mieux la permanence et le renforcement de l'extraterritorialité du pétrole arabe (mis à part, bien sûr, le cas de l'Algérie, de l'Irak et dans une bien moindre mesure, de la Libye) que les implacables mécanismes financiers des décennies à l'exploitation pétrolière du Proche-Orient. En effet, la force d'attraction des circuits financiers internationaux et du réseau de grandes banques internationales, l'absence totale dans les pays du Golfe de structures financières locales en prise sur l'économie intérieure, capables de maîtriser le gestion de ces importantes activités extérieures et d'en assurer un minimum de redistribution régionale efficace, font qu'en réalité toute la richesse née de l'extraction du pétrole et de son nouveau et juste prix profite avant tout aux trusts industriels et financiers internationaux, les peuples arabes et ceux du tiers-monde n'en ayant que des retombées secondaires bien loin de compenser, dans beaucoup de cas, les méfaits de la hausse des prix des biens de consommation ordinaires.

A vrai dire, les grands trusts financiers internationaux seraient bien, avant octobre 1973, que les structures financières des pays producteurs de pétrole dans la gaine Arabo-Persique soient d'une telle faiblesse que toute augmentation de leurs avoirs financiers dépensée par l'augmentation des prix du pétrole

leur profiterait directement et aggraverait même la dépendance des institutions financières arabes à leur égard. Au demeurant, les responsables des pays de la Péninsule ont, vis-à-vis des affaires financières, la même attitude qu'ils ont eu longtemps à propos des affaires pétrolières (jusqu'à ce qu'ils aient vu l'Algérie et l'Irak passer techniquement et commercialement leurs nationalisations tout seules) : la complaisance des problèmes monétaires et financiers leur semble telle que toute politique « réaliste » dans ce domaine passe par une étroite coopération internationale avec le Fonds monétaire international et les grands trusts financiers internationaux.

Aussi n'est-il pas étonnant de voir jusqu'à ce jour la grande majorité des institutions financières publiques de la Péninsule dirigées directement par des non-Arabes (la Banque centrale d'Arabie Saoudite, celle des Émirats arabes unis, la banque des finances d'Abou-Dhabi) ou, indirectement, par le truchement de conseillers étrangers (Banque centrale de Koweït), cependant que les grandes banques privées sont liées par des contrats de gestion à des trusts financiers internationaux, notamment pour détenir le produit de l'exploitation de leurs ressources pétrolières, en lieu et place de toute technique exacte d'« avoirs extérieurs », qui consisterait bien à la réalité de cette accumulation d'avoirs financiers non absorbés dans l'économie locale et régionale et automatiquement transférés dans les circuits financiers internationaux. L'emploi du terme de « surplus » témoigne d'une parfaite compréhension économique de ce que le pétrole ne serait un véritable « avoir » que sous le social national, cependant qu'il deviendrait un « surplus » une fois transféré en avoir financier.

Grâce notamment aux accords de participation, les pays de la Péninsule ont, l'illustre, par le biais de la juridiction — la souveraineté légale sur les puits pétroliers, — d'avoir « réintégrés » leurs « richesses » nationales des mains du cartel, alors que jamais l'extraterritorialité du pétrole de la Péninsule n'aurait été aussi complète : non seulement la quasi-totalité de ce pétrole n'est pas consommée sur place, mais encore la quasi-totalité du produit finie de son exploitation est recueillie extérieurement dans les économies occidentales, les pays producteurs ne disposant pas de l'appareil financier pouvant le canaliser directement dans les économies locales et régionales. Compte tenu de leurs énormes avoirs extérieurs, les institutions financières arabes publiques et privées sont dépourvues de marchés financiers internationaux, sinon sous forme d'associations avec des trusts bancaires internationaux, notamment français (nés à la suite de la politique française lors de la guerre de juin 1967, lorsque les seuls entreprises d'« internationaliser » leurs constructions, se servent ainsi des capitaux arabes pour renforcer leur position compétitive dans la finance internationale.

EN fait, tout ce que l'on peut dire sur le rôle disrupteur des capitaux arabes dans l'économie internationale fait partie de l'histoire de la fin de la domination des milieux économiques occidentaux pour dissuader les impenses auxquelles mènent une croissance basée sur le gaspillage, l'injustice sociale et le pillage du tiers-monde.

Dès le début de l'année 1973, les Arabes avaient été accusés des pires crimes en matière mondiale alors que le montant total de leurs avoirs extérieurs ne s'élevait qu'à 5,5 % des liquidités internationales (1). Ce pourcentage est aujourd'hui en forte hausse, mais les Arabes ont encore loin de disposer d'une masse de fonds égale à celle des sociétés multinationales et des grandes banques anglo-saxonnes, dont les trésoriers sont les véri-

tables spéculateurs (parfois avec l'argent des autres et probablement celui des Arabes, mais certainement pas pour leur bénéfice) : et surtout ils ne disposent guère de l'appareil financier adéquat pour être partie active du marché financier international. Leur dépendance totale vis-à-vis des circuits financiers internationaux et l'insuffisance de leurs propres structures financières sont d'ailleurs bien démontrées par les crises de liquidités locales qui ont eu lieu à Beyrouth et à Koweït à la fin de l'année 1973, de même que par l'absence de véritables mécanismes financiers pour assurer la distribution du crédit à moyen et long terme, qui oblige les entrepreneurs de ces pays à faire endosser dans les grandes banques internationales pour obtenir le financement des investissements locaux.

C'est que dans ces pays, qui pourtant se proclament fermement de « libre entreprise », l'état monopoliste, les fonds pétroliers par le biais des ministères des finances (Koweït, Abou-Dhabi) ou des banques centrales (Arabie Saoudite) (2). Ces fonds ne rentrent même pas dans les pays du Golfe, ils font simplement l'objet de virements à l'intérieur des circuits financiers des grandes banques internationales et restent, pour 80 % au moins, sous forme de dépôts à court terme ou d'ordres de comptes de banques centrales ou de ministères des finances arabes qui, au nom de l'orthodoxie financière, doivent rester « liquides » : le reliquat de 20 % est placé en obligations internationales et au bon du Trésor américain.

Tout cela donne aux trusts bancaires internationaux, surtout anglo-saxons, une formidable puissance qui met à leur merci dix grands pays industriels comme l'Italie et la France, qui ont les plus graves problèmes de balance de paiements, sans compter le tiers-monde. En fait, les problèmes de ces pays pourraient être facilement résolus étant donné l'abondance de ressources financières disponibles pour l'exportation de l'argent et les avoirs extérieurs des pays producteurs de pétrole et qui viennent gonfler les disponibilités des trusts financiers internationaux. L'argent qu'il est dangereux de transformer les ressources à court terme que sont les dépôts sur le marché de l'intercadre au prix à moyen terme est plus que suffisant : tout le financier est dans l'attente des mécanismes de cette transformation, et, jusqu'à présent, les institutions américaines ont le marché de l'intercadre ; les pertes de change subies récemment par une grande banque suisse et un grand banquier américain (qui sont probablement brisés les doigts en spéculant) n'ont rien à voir avec cette question, contrairement à ce que l'on voudrait faire croire.

EN réalité, les problèmes financiers américains étant aujourd'hui réglés — ce sont maintenant certains pays européens qui font face à des problèmes aigus de balance de paiements — les États-Unis ont sur le plan de l'économie mondiale toutes les cartes dans leur main : un cartel financier international et un cartel pétrolier international au sommet de leur puissance et largement dominés par les institutions anglo-saxonnes ; un non-Arabie régnant sur l'Occident ; une Europe maintenant bien en main et se débattant dans les difficultés économiques ; l'URSS recherchant la technologie occidentale et dont les performances économiques et sociales ont perdu de vue ; l'empire américain d'une main et les empires économiques internationaux, et il semble bien qu'une occasion historique ait été perdue, lors de la guerre d'octobre, de remettre en cause la division capitaliste internationale du travail inaugurée au dix-huitième siècle par l'empire britannique.

De ce point de vue, la guerre d'octobre a tourné court, sans avoir fondamentalement affecté la permanence des données coloniales dans le monde arabe. Mais la conjonction économique internationale qu'elle a contribué à dégrader (sans qu'elle était déjà bien mauvaise) évolue finalement au profit de l'Europe et du système économique américain.

(1) « Les capitaux arabes et la spéculation mondiale internationale », Bulletin de la Banque mondiale d'Alger, 20 avril 1973 : étude basée sur les statistiques du Fonds monétaire international et de la Banque des règlements internationaux.

(2) A titre d'exemple, il n'est pas de deux milliards de dollars, dont le plus récent, la Banque mondiale, a été de 1,5 milliard de dollars de total. Mais, avec les avoirs extérieurs de la BAMA (Bank Arabian Monetary Agency), le total est de 2,5 milliards de dollars, dont 1,5 milliard de dollars.

Dans ce numéro :

- PAGE 2 : PORTUGAL : La deuxième victoire des militaires, Alvaro de Campos. — L'ordon des capitaines et l'imaginaire de la rue, Virgilio Delencos.
- PAGE 3 : La difficile ouverture de l'après-tran- quillité, Chastel de Rada. La lutte pour l'indépendance du Sahara espagnol, Stéphane Carrington.
- PAGES 4 à 8 : RIVALITÉS EN MEDITERRANEE : Les citadins de la stratégie, général Georges Buis. — Les structures de totalitarisme restent intactes à Adhène, Richard Bonnet. — Les succès des forces pro- gressistes à Chypre, François Ledere. — Moscou entend profiter des con- traintes entre alliés atlantiques, Bernard Fèvre. Appel aux Méditerranéens, Xavier Sallanika. — Fin de l'article de la Yampakak.

- PAGE 9 : Fin de l'article de Jean-Pierre Vigier sur le mouvement ouvrier européen.
- PAGE 10 : EUROPE, PRIORITE ESSENTIELLE : Pierre-Bernard Gossé.
- PAGE 11 : 1974 ANNEE MONDIALE DE LA POPULATION : Inflation démographique et tiers-monde, Paul Sabatier. — La dispa- ration mondiale des ressources, René Dumont.
- PAGES 12-13 : PRINTEMPS HONGROIS : Une enquête de Charles Zorzi.
- PAGE 14 : Le télécommunications fait appel à des tra- vailleurs étrangers, Georges Fressier.
- PAGE 15 : ARGENTINE : La droite divisée s'oppose aux projets gouvernementaux, Alain Labrousse.

- PAGE 15 : Méditerranée et vie quotidienne en U.R.S.S., Marie Lavigne.
- PAGES 16-17 : INDONESIE : L'ordre nouveau en ques- tion, Roger Bergman.
- PAGES 18-19 : CHINE : L'indéterminable montée des conflits, Jean Desbrières.
- PAGES 18-19 : Découverte de la sociologie au Maghreb, Tahar Ben Jelloun, Joseph Needham, encyclopédiste des civil- isations, Anwar Abdel-Malek.
- PAGE 20 : Les difficultés du parti libéral démocrate japonais, Philippe W.
- PAGE 21 : CINEMA POLITIQUE : Mirages du passé, Ignacio Ramonet, Alain Bergala, Daniel Perle, et Pascal Bonitzer.
- PAGE 22 : Les livres du mois.
- PAGES 23 à 25 : L'activité des organisations interna- tionales.

Août 1974

سنة من الزمان